

n° 726 — 4 F
du 20 au 26 JANV. 1977

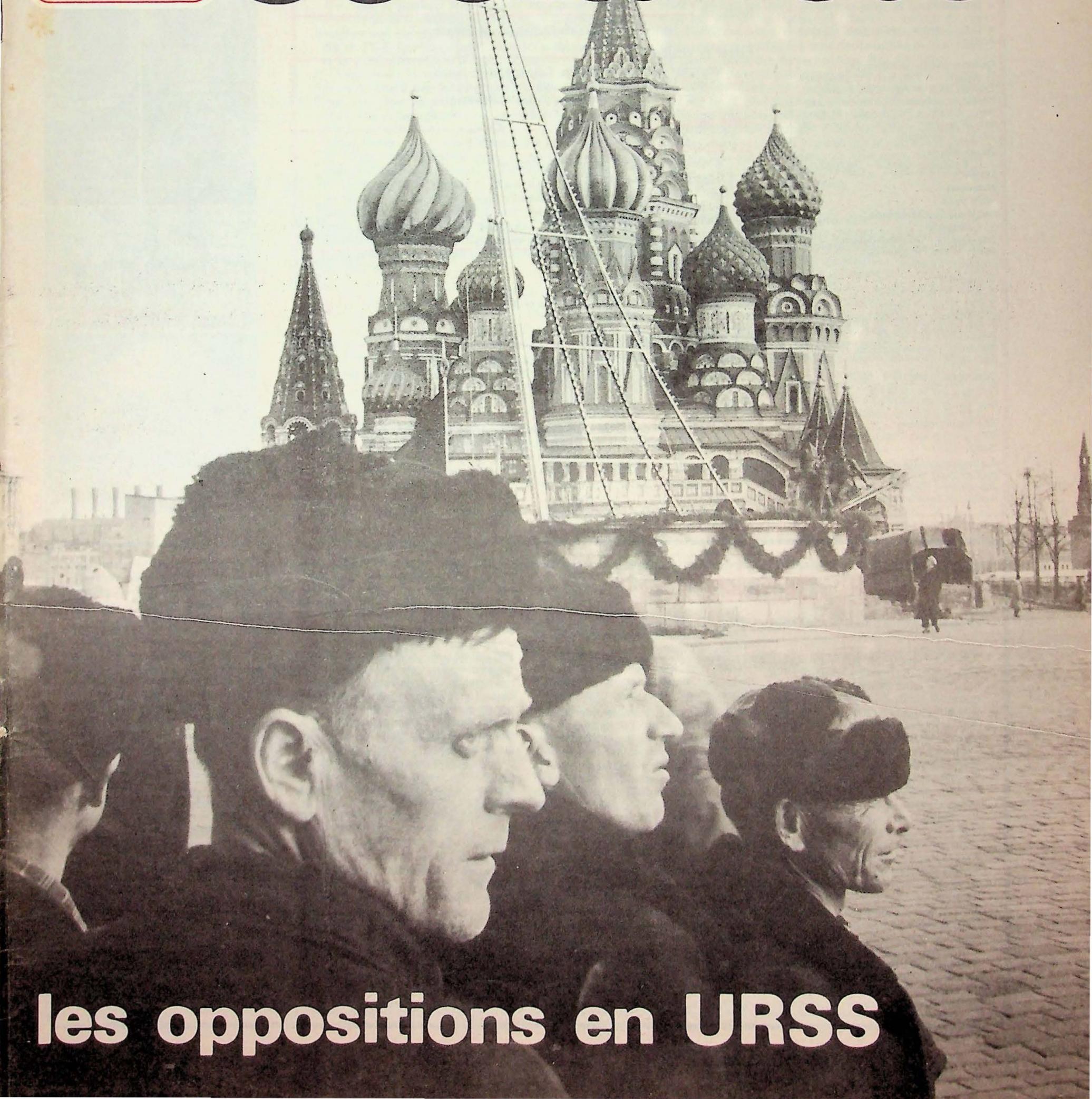
nouvelle édition

HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

*Simone Signoret :
la nostalgie
n'est plus ce qu'elle était*



les oppositions en URSS

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphane Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat -
Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G.
Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Lau-
rent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mou-
sel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M.
Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin -
Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F
pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout
changement d'adresse : joindre 3 F en
timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Un torero se meurt. *C. Guerche* P. 4
Municipales : où en sommes-nous ? *C. Deslhiat* P. 5
Nationalisation, forme et contenu. *V. Fay* P. 6

Injustice

- Patrick Henry : à l'ombre de l'échafaud. *M. Etienne* P. 7

Briser la chaîne

- Machines-outils : l'offensive. *Y. Sparfel* P. 8
Cerba : le patron pleurerait misère. *J.Y.R.* P. 9
Le « gross banal », deuxième partie. *C. Debezac* P. 10

Notre dossier :

Les oppositions en URSS

- Dossier réalisé par *Jeanne Brunshwig* P. 11
Opposants de gauche en URSS P. 12
Le droit à l'opposition. *J. Pélikan* P. 13
Soljenitsyne. *V. Belotserkovski* P. 14
L'opposition : c'est courant

Entre nous et pour vous

- Texte A : Le fond du problème P. 15
Texte B : Questions et réponses P. 16
Texte C : Quelle voie pour l'autogestion socialiste ? P. 17
Montre-moi ton organisation ; je te dirai quelle société tu veux P. 17

Et pourtant elle tourne

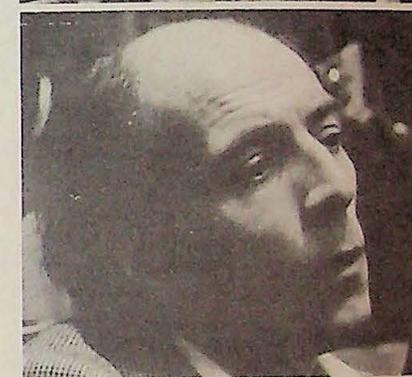
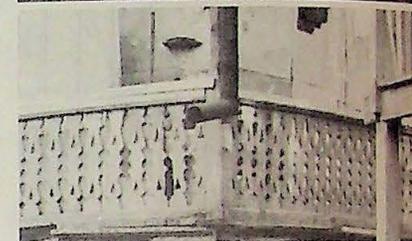
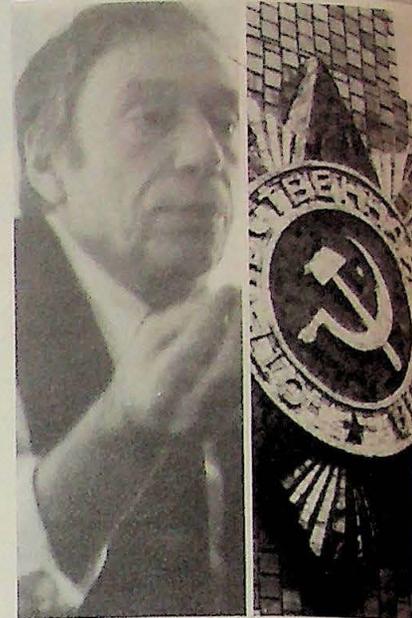
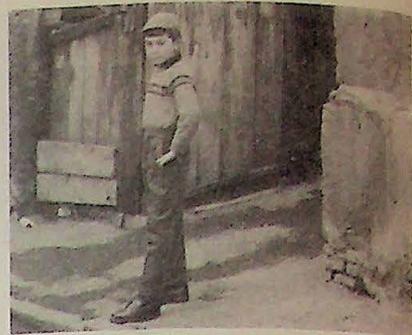
- Les « hommes neufs » du président Carter. *J. Sanchez* P. 18
Radom, Ursus, Prague, Moscou : l'opposition sort de l'ombre. *J. Brunshwig* P. 19

La parole à

- « Maintenant que je suis seule avec moi. » Interview de *Simone Signoret* par *G. Estève* P. 20/21

Les armes de la critique

- A propos du *Désert des Tartares* de *V. Zurlini*. *Gastelier* P. 22
Points de vue. *R. Lanarche* P. 23
Louvières : Y causent, y s'arrent, mais y bossent. *C. Wargny* P. 24



courrier des lecteurs

Christine Jollivet, Romainville (93).

Bien chers,

Très beau courrier des lecteurs ! A le lire, on a l'impression que seuls les hommes lisent *TS*, à part une fois où il y eut un spécial-femmes courrier des lecteurs qui devait réunir les lettres de femmes de l'année...

Alors pourquoi si peu de lectrices écrivent ? Sans doute parce que peu de femmes lisent *TS*, ou (et) qu'elles sentent confusément que ce fameux « courrier des lecteurs » est la bonne conscience du journal, comme ailleurs.

On imagine les savants dosages pour faire « à l'écoute des lecteurs ». Je suis méchante ? boaf... En tous cas je propose que *TS* interpelle les femmes de ce parti (35 % paraît-il) pour qu'elles disent ce qu'elles pensent de *TS*... Chiche ?

Non ce n'était pas les lettres de l'année, mais des lettres reçues très récemment qui avaient été publiées. Et nous engageons vivement les femmes à nous écrire et présente-

ment nous disons, nous aussi, « chiche » et interpellons les 35 %... et toutes les autres !

Noël Tritz, de Dôle (39100) nous adresse cette longue lettre qui aborde des problèmes importants :

Depuis presque un an que la nouvelle formule de *TS* est sortie, je m'étais promis de vous écrire pour vous donner mon avis. Sans doute vais-je vous décevoir, parce que je pense que c'est raté. En effet, le but initial que notre parti s'était fixé, était que *TS* devienne un journal de masse, eh bien, ce n'est pas encore pour cette fois. *TS* est un excellent journal de militant mais espérer qu'il aura un impact auprès de la grande masse des travailleurs, reste du domaine de l'illusion. Je vous assure que les travailleurs que je côtoie journellement sont loin « d'ingurgiter » la teneur des articles qui paraissent chaque semaine dans *TS*.

Pour moi, qui suis un militant syndical et politique depuis 1968, donc habitué à une certaine dialectique, il m'arrive de prendre le dictionnaire pour comprendre certains mots au

travers de la prose de nos intellectuels. Evidemment, direz-vous, tout ceci n'est guère constructif. C'est vrai et je vous accorde que le problème n'est pas simple. Cependant, je pense qu'il serait peut-être bon de copier sur d'autres, par exemple la CFDT qui fait deux sortes de journaux : un hebdomadaire pour ses militants et un mensuel à « ras de terre » pour une plus grande diffusion. En tout cas, je pense que la solution n'est pas celle que le parti applique actuellement, à savoir les souscriptions renouvelées ou le 5^e timbre (...). Enfin un dernier mot : je trouve que *TS* réserve trop de place dans ses colonnes aux débats internes de la CFDT. S'il est vrai que dans cette centrale tout le monde n'est pas toujours d'accord, cela ne justifie pas autant d'attention de notre part (...). Je préférerais que *TS* dénonce la politique de collaboration de FO ou d'autres organisations dites syndicales.

Pour finir, je tiens tout de même à vous signaler que la section de Dôle essaye de vendre *TS*. Seulement à qui ? Dans 80 % des cas, à des camarades militants syndicaux, qui le prennent par camaraderie. Doit-on utiliser sa position pour faire passer un journal, ou bien peut-on espérer qu'il nous sera réclamé ?

*Remarques justifiées pour une période où la « nouvelle formule » n'avait pas trouvé sa forme et avait toujours quelques allures de l'ancienne (langage compliqué, spécialisé) et il est arrivé à des militants aguerris de prendre eux aussi le dictionnaire !... Mais, depuis la rentrée de septembre, il y a une nette amélioration, non ? Bien sûr, il y a encore des « bavures » comme on dit, car l'équipe est réduite et il est impossible de passer au peigne fin 24 ou 32 pages en trois ou quatre jours... C'est difficile aussi de remonter la pente et retrouver une notoriété : nous sommes dans une société où les media doivent avoir du punch et *TS*, malgré toute l'amélioration que l'on peut lui donner n'a pas encore trouvé son vrai rythme. D'où une conséquence sur son audience et sa vente... Faire *TS*, c'est un jeu de patience !*



avant les municipales normalisation à Ouest-France

Crise ouverte au sein du plus grand quotidien national : les quelques 450 journalistes de *Ouest-France* (près de 700 000 exemplaires par jour) se sont mis en grève à la suite du licenciement d'un des leurs : Pierre Duclos, « localier » à la rédaction détachée de Saint-Brieuc, connu pour son indépendance d'esprit et de plume, s'est fait vider comme un malpropre, sans préavis, ni indemnités... pour « fautes professionnelles » !

En fait, le journaliste, secrétaire de section CFDT, mais non-délégué syndical de l'entreprise, a été sanctionné pour raison politique : pour le contenu de ses écrits et sa conception du métier.

L'affaire est d'autant plus scandaleuse que les articles de Duclos (la grève du « Joint », le conflit du collège privé de Ros-tronen, les luttes d'agriculteurs...), sont contrôlés, transmis et publiés avec l'aval de la rédaction en chef.

Alors ? Il faut voir dans ces faits récents, à quelques mois des municipales, le début de la reprise en main des journalistes « de base » par la direction — ou plutôt, par les propriétaires du journal : François-Régis Hutin en tête (le directeur, Estrangin, n'ayant jamais été qu'une potiche...).

Cette « normalisation » prend deux voies. D'une part, la rédaction en chef se voit obligée de choisir entre la direction effective (elle perd ainsi toutes ses responsabilités) et les journalistes. D'autre part, les « jeunes » de la maison, trop actifs sur le terrain, trop soucieux de rigueur dans la couverture de l'information, sont invités à se tenir tranquilles... Dans cette optique, le licenciement de Duclos est, à la fois, un test et une menace.

Le clan Hutin et une partie de la hiérarchie du journal abandonne son image de marque démocrate chrétienne, son discours sur « l'objectivité ». Elles se soumettent aux pressions des pouvoirs locaux, des notables de tous poils, des groupes d'intérêts de tous ordres qui sont installés dans le « grand ouest ». Elles se rendent aux mises en demeure du très réactionnaire et tout-puissant SNPQR, le syndicat patronal de la presse quotidienne de province.

R.L. ■

éditorial

LA SPIRALE ET LE RESSORT

LE personnage qui, pendant près de deux heures mardi dernier, a commenté sans passion apparente la situation française, surtout préoccupé de soigner son langage et sa prestance, c'est le président élu en 1974. Quelle distance entre les ambitions d'alors et la prudente réserve d'aujourd'hui !

Sans doute la volonté d'afficher autant de détachement à l'égard des contingences a-t-elle un sens politique. Le même, depuis quelque temps : « C'est moi qui ai été élu, et les agitations de tous côtés n'y changeront rien. » Avertissement pour Chirac, qui apprendra en même temps que le ton déclamatoire indispose le chef de l'Etat. Avertissement pour la gauche, « organisée mais profondément divisée » (exemplé : la parabole de la paille et de la poutre ?). Rien de nouveau donc : on bloque au maximum pour l'instant — pas de proportionnelle, pas de dissolution ; après, l'« ambivalence des fonctions du président de la République fera le reste ». Pour recomposer, selon les résultats électoraux, une nouvelle majorité à laquelle on trouvera bien un nouvel épithète.

ENCORE lui faudra-t-il le rapport de forces le moins défavorable que possible. C'est pourquoi il ne faut rien précipiter, ni rien concéder. Du même coup, en fait de clarification, il multiplie les dérobades. Sur tous les plans : Chirac ? Il ne peut qu'entériner l'opération. Les perspectives économiques ? On verra. A toute question précise répond un développement long et fumeux. Les problèmes de l'information, les bavures en tout genre, les contradictions entre les hommes du pouvoir ? Ce ne sont pas les lampistes, ni les ministres. On se demande qui. Et ce que signifie tant d'irresponsabilité lorsqu'on est si profondément imbu des prérogatives présidentielles.

A défaut de paraître capable d'agir sur les choses, il reste toujours les mots. Mais leur pouvoir incantatoire s'est usé au fil des temps. Si Giscard a retenu de ces deux prédécesseurs, et surtout de De Gaulle, l'emploi de la magie du verbe, il a sans doute oublié qu'il ne suffit pas de posséder le verbe pour être magicien.

Alors, il ne reste pas grand-chose ? Si, le plan Barre. Au-delà de quelques phrases ahurissantes sur 1976 « année de la plus forte production » et sur une interprétation très personnelle des statistiques de chômage, on peut toujours chercher à comprendre comment on réduira celui-ci tout en rognant sur le pouvoir d'achat. Or figurez-vous, Mesdames et Messieurs, que le problème n'est pas de comprendre, mais d'attendre. Attendre, là est le maître mot.

RAISON de plus de ne pas céder à l'attentisme. Car finalement, la seule force dont peut disposer Giscard, ce sont nos propres faiblesses, celles du mouvement ouvrier et populaire. L'acceptation, aujourd'hui, de la politique d'austérité. Celle, demain, d'un compromis avec lui. C'est un seul et même danger, auquel on doit répondre simultanément par des objectifs qui soient à la fois susceptibles de mobiliser les travailleurs et de dessiner les objectifs anticapitalistes d'une majorité de gauche demain.

C'est bien ce à quoi devra s'employer notre X^e congrès.

En fait de spirale dépressive, c'est plutôt de ressort cassé qu'il aurait fallu parler. Et il y a, de notre côté, un ressort à remonter. Il n'y a pas de temps à perdre.

Michel MOUSEL ■

humeur : clarification

Le Conseil municipal de Paris vient de feindre de résoudre le problème du métropolitain. Au fond il n'a rien résolu du tout et l'on peut être certain que cette œuvre, tant que la réalisation en sera abandonnée aux incapacités prétentieuses de l'Hôtel de Ville n'aboutira jamais. Nos édiles ne sont les représentants ni de la richesse, ni de l'intelligence, ni du travail parisien : leur élection est le produit de très complexes manipulations élaborées dans les arrières-boutiques des mastroquets, dans les clubs des politiciens et dans leurs concubines ; et, s'ils ont été élus, c'est à la condition qu'ils défendent les intérêts d'une minorité de boutiquiers et d'exploiteurs.

Monsieur de La Malène qui joue depuis longtemps au maire de Paris grâce à son poste de rapporteur du budget a fait l'union sacrée avec Pierre Bas qui tient solidement son sixième arrondissement. Du haut de son 17^e arrondissement et de ses 73 ans, Bernard Laffay veut être maire contre de La Malène, tient tête à d'Ornano et fait semblant d'être d'accord avec les premiers cités alors qu'ils se haïssent, Frédéric-Dupont, 72 ans, élu des concierges du 7^e et président d'honneur desdites concierges est haï par tous mais en faisant la tournée des mastroquets où il glane ses voix, il s'est rendu compte que la meilleure solution était de se présenter avec l'accord de tout le monde, mais sans rien demander à personne, ce qui revient à dire qu'il a mis sur sa liste du RI du RPR et du centriste.

Face à leurs dossiers, de La Malène et le préfet commencent à paniquer : en cas de victoire de la gauche à Paris ils ne voient pas comment ils pourraient éviter que ladite gauche ouvre le copieux dossier de l'aménagement des Halles, puisque la ville de Paris est majoritaire à son conseil d'administration.

Couve de Murville, qui est au RPR, se présente avec d'Ornano. Dominati,

le RI qui avait annoncé qu'il serait maire, boude en faisant semblant d'aimer d'Ornano.

Quant à Kaspeireit, il n'aime pas vraiment d'Ornano à cause de Giscard mais il n'aime pas non plus Chirac à cause de Chaban. Donc il se force à aimer de La Malène à cause de Giscard. Quant au mari de Simone Veil il ne pense pas grand-chose vu qu'il ne vient pas souvent aux séances du conseil municipal mais il se dit quand même que l'on pourrait demander à sa femme de tout arranger. Il se fait donc engueuler par ses amis UDR qui n'ont pas envie de voir un personnage ignorant des traficotages parisiens s'emparer du pouvoir à l'Hôtel de Ville. « *Je préférerais plutôt un socialiste* » a expliqué un RPR.

Les UDR-RPR-PRP ont entrepris la tournée des boutiquiers pour leur raconter qu'avec d'Ornano les impôts allaient augmenter et que le libéralisme giscardien allait s'attaquer à eux. Quant à d'Ornano il explique que donner la parole aux Parisiens cela revient à ce que les conseillers et le maire soient enfin les représentants de l'intelligence et du travail des Parisiens. Mais le ministre est inquiet, car les siens se sont rendu compte que le club RPR était solidement installé à tous les échelons, de la machine administrative parisienne.

Chacun des frères ennemis organise à peu près quatre ou cinq réunions fractionnelles et tentatrices par jour : la foire aux nominations et aux promesses bat son plein. La gauche, elle, fait des efforts désespérés pour ne pas être en reste avec la droite.

Une dernière précision : le premier paragraphe est extrait du numéro de janvier 1897 du *Figaro Illustré*...

C.-M. VADROT ■

où va la France?

un torero se meurt

Chacun sait que Valéry Giscard d'Estaing aime beaucoup l'Espagne. Et en particulier son nouveau roi. Celui-ci a appris depuis longtemps l'art de l'esquive propre à tous les vrais toreros. Il l'applique consciemment et avec quelque succès dans son pays. Valy a cru à son tour qu'il pouvait l'exercer, et que du coup il allait surprendre.

Hélas ! trois fois hélas ! Aucune des règles de l'art n'ayant été respectées, le torero a vite perdu son habit de lumière... Il est apparu nu. Et ce n'était guère attirant.

Face à la presse qu'il envisageait comme le taureau, il a vite perdu de sa prestance.

Le plan Barre ? Il faut le continuer. On n'en appréciera les résultats qu'à la fin du premier semestre de 1977. D'ici là, attendons... Comme chacun sait, le Président goûte très fort les travaux de l'INSEE. Au point que du temps où il était ministre des Finances, il a, à plusieurs reprises, empêché de publier à temps des indicateurs qui lui étaient défavorables.

Aujourd'hui il a pris de la hauteur : la mécanique étant bien mise en place. Il sait qu'il doit attendre. Et avec lui le pays.

La majorité présidentielle ? Un mythe. Je vous le dis, moi qui suis à l'Élysée depuis deux ans. C'est par un malheureux hasard que, par deux fois, les ministres qui n'appartenaient ni à l'UDR, ni aux RI, ni au CDS, ni au Parti radical, ont été étiquetés « majorité présidentielle ». Je sais bien que mon ami Ponia trouvait la formule saisissante. Mais, de vous à moi, il est tellement bête qu'il arrive à s'emparer de moi, dans l'incapacité

où je suis de le raisonner. Il ne comprend rien.

De Broglie. Une affaire triste. Subalterne. Je sais bien que dans ses multiples affaires, il y en avait au moins une très liée au scandale Matesa, qui remua toute l'Espagne, et dans laquelle figurait mon papa Edmond Giscard d'Estaing.

Le Président de la République que je suis se refuse à tout commentaire d'ordre personnel. Il y va de l'honneur de la France et de sa dignité.

Comme il est inadmissible que soient mises en cause les prérogatives de nos services secrets, quand ils arrêtent Abou Daoud. Ils ont fait leur métier. Moi je fais le mien en le libérant. Parce que sans hausser le ton, je sais être ferme. Je le dis à toute la presse internationale. Pas aux chancelleries. Parce que Carter ne m'a pas encore invité. J'attendrai tout le temps nécessaire pour le lui dire.

J'en passe et des meilleures. Parce

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00

VIENT DE PARAÎTRE

N° III - Militer à l'Université

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

que je ressens à quel point vous êtes las comme moi des multiples confusions qui naissent de mes propos.

Je ne prendrai qu'un exemple : le chômage. Vous savez comme moi qu'en France n'est considéré comme chômeur que celui qui avait un emploi et qui en a été privé. Je vous le dis, et vous pouvez m'en croire, il n'y a que 500 000 chômeurs de cet ordre. Taux satisfaisant. Alors pourquoi me parler des jeunes ou des femmes qui aspirent à travailler ? Que veut dire cette notion de demandeur d'emploi ?

Autant de questions stupides que le torero que je suis, se doit de dédaigner. Tout à sa tâche, qui est de tuer le taureau.

C'est vrai il y a le public... (1)

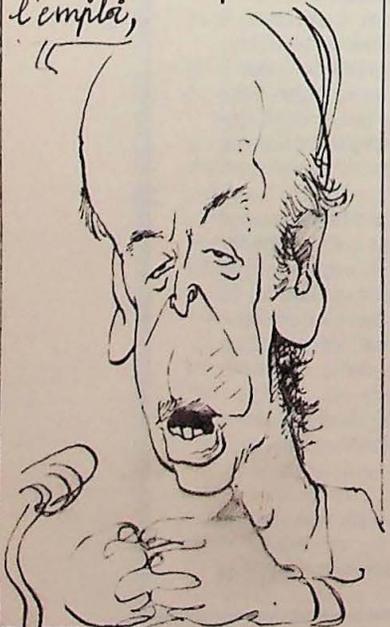
Christian GUERCHE ■

(1) Valéry Giscard d'Estaing s'est vu refuser et la queue et les oreilles. Le Canard enchaîné pourra sans doute nous dire s'il a, à la suite, multiplié ses entretiens avec son psychanalyste.



GLISSER DANS LA PISCINE.

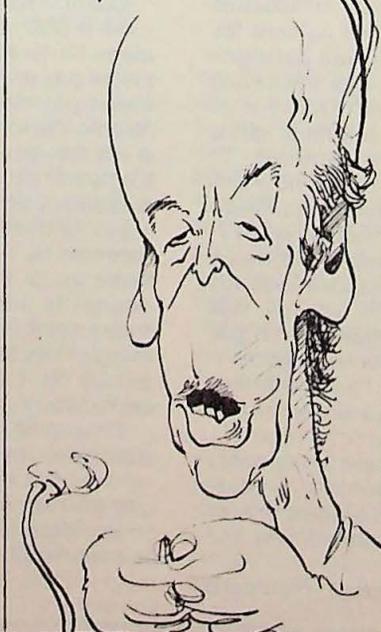
Soyons clairs: on ne dit pas chômage, mais problème de l'emploi,



.. divergences, mais pluralisme



.. ambiguïté, mais ambivalence



.. élections 78, mais redistribution technique du pouvoir



CHARTRE COMMUNALE DU PSU

ELECTIONS MUNICIPALES DU PRINTEMPS 1977



municipales : où en sommes-nous ?

Le jeudi 19 janvier, devant la presse, Michel Mousel, secrétaire national du PSU, dressait un premier bilan de l'application des orientations décidées lors du Conseil national de Joinville. Bilan encore partiel et provisoire. *Tribune socialiste* rend compte des principaux problèmes évoqués au cours de la conférence de presse.

Côté communistes et socialistes, on compte, on calcule, on s'abandonne aux délices et poisons de l'arithmétique des sièges. Vanité ? Non : le PSU sait bien que la tournure des listes qu'on présentera n'est pas sans intérêt. Mais n'est-il pas urgent maintenant de passer à l'essentiel, au contenu des programmes municipaux ? Même si l'on sait que les dynamiques créées compteront plus que les programmes : la clarté des engagements préalables conditionne aussi ces dynamiques.

Nous nous félicitons donc qu'au cours des dernières semaines les discussions engagées entre partenaires du Programme commun et partisans

de l'autogestion aient évolué dans un sens favorable au courant autogestionnaire. D'ores et déjà, le PSU et ce courant sont présents pour la bataille unitaire dans quelque cent quatre-vingt-dix communes, dont soixante-dix comptent plus de trente mille habitants (1).

illusions municipalistes

Mais nous nous réjouissons surtout des progrès réalisés quant au contenu des accords, par rapport à 1971. Pas d'illusions municipalistes cette fois : on ne croit plus, aujourd'hui, qu'à construire des « établis-

sements de bain et des lavoirs publics gratuits » (2), des maternités, des crèches, des HLM ou des loyers de jeunes travailleurs, on construira le socialisme. Pas d'indulgence non plus pour les pratiques de notables, ni de compromis avec les tutelles politico-administratives en vigueur. En revanche, quelques idées auxquelles nous sommes attachés sont désormais prises en compte : on œuvrera au développement de la participation des travailleurs à la vie locale, on soutiendra des luttes contre la politique d'austérité et pour un autre cadre de vie, on refusera que soient exclues de la vie collective les catégories sociales prétendues marginales (femmes, immigrés, etc.).

des nuages encore

Ne pavoisons pas cependant. A côté de ces évolutions positives subsistent bien des nuages encore :

— Dans certaines communes, le PSU se heurte au blocage des signataires du Programme commun ou de l'un d'entre eux au moins : soit qu'il n'ait tout bonnement pas reçu de réponse (Tarbes, Nice, Grasse...); soit qu'on lui fasse des propositions de représentation dérisoires, comme à Toulouse ; soit qu'on exige de lui l'équivalent... d'une signature locale du Programme commun, comme à Douai ou Montauban. Certes, nous ne nous

About d'Haby : « c'est moi qui ai fait le coup ! » ou l'in vraisemblable vérité

« L'Affaire » — comme on l'appelle désormais — va-t-elle prendre une tournure entièrement nouvelle ? Cela n'est nullement à exclure. Des informateurs zélés laissent entendre que la vérité — l'in vraisemblable vérité — est sur le point d'éclater, et qu'elle a toutes les chances de bouleverser les données de la situation (politique, économique et sociale).

Qu'on en juge : les RPR (Réseaux Parallèles de Renseignements) s'apprêtent à publier un dossier explosif qui démontre par $a + b$ que l'instigateur du crime, l'âme de toute l'affaire n'est autre qu'About d'Haby !

Bien entendu, les preuves sont entièrement fabriquées, et tout le monde le sait. Mais la simple évocation du célèbre terroriste breton glace d'épouvante toutes les chancelleries et la plupart des ministres de l'Intérieur des pays occidentaux.

On connaît l'odieuse chantage auquel se livre cet individu : il menace — si on ne cède pas à ses exigences — de se faire arrêter, ce qui oblige le gouvernement concerné à le relâcher dans les 48 heures ! C'est ce qui s'est produit l'année dernière à Hambourg. L'audacieux terroriste se présente dans un commissariat de quartier, en déclarant : « C'est moi qui ai fait le coup ! » Justement, un hold-up venait d'être perpétré. On l'arrête. Le soir même, devant toutes les chaînes de radio et de télévision, le ministre de l'Intérieur, entouré de son état-major au grand complet, annonce avec une simplicité affectée : « L'affaire du hold-up a été réglée

en moins d'une demi-heure. Le coupable est sous les verrous. Je ne revendique nullement le mérite de cette remarquable célérité ; elle revient tout entière à l'exceptionnelle organisation policière de notre grand pays. »

comme le dit un vieux proverbe

Le lendemain matin, il fallait se rendre à l'évidence : l'auteur présumé du hold-up n'était autre qu'About d'Haby, le redoutable chef terroriste, le protégé de l'OPAP (Organisation des pays producteurs d'artichauts), l'homme que nul ne peut détenir plus de 48 heures sous peine des pires ennuis !

On déterra une loi de 1936 qui interdit aux Bretons de fouler le sol allemand, et on l'expédia à Caracas. Ouf ! l'alerte avait été chaude. Le ministre de l'Intérieur fut contraint de démissionner ; dénoncé par la presse comme espion à la solde des soviétiques, il a finalement été interné dans un asile psychiatrique.

On ne compte plus les victimes d'About d'Haby ; deux suicides par le feu en Asie du Sud-Est, un hara-kiri au Japon... Seule, la France fait exception : plusieurs tentatives du même ordre y ont totalement échoué. Comme l'écrivait, non sans fierté, un éditorialiste célèbre : « Chez nous, le ridicule ne tue pas... »

Mais cette fois les choses risquent de très mal tourner. La divulgation du contenu du dossier du RPR risque d'avoir des conséquences incalculables. En effet, si About d'Haby est l'instigateur de « L'Affaire », il sera impossible de ne pas l'arrêter.

Or, Arrêter About d'Haby sans le relâcher immédiatement est strictement impossible, à moins de remettre en cause les bases mêmes du mode de production capitaliste.

On en est là !

A « La Reine des Pommes », le célèbre restaurant normand, le chef cuisinier m'a dit : « Ce sont les services secrets de l'Irlande du Sud qui ont monté toute l'affaire. De fausses preuves, absolument irréfutables, sont actuellement fabriquées de toutes pièces par les services spécialisés du ministère de l'Intérieur. »

S'apprête-t-on à combattre le faux par le faux ? Comme le dit un (faux) proverbe chinois (inventé par Alain Peyrefitte) « Deux mensonges valent mieux qu'un. »

Léo GOLDBERG ■

opposons pas à la conclusion d'accords se référant aux grandes options du Programme commun, dès lors que leurs implications locales ne sont pas contradictoires avec les propositions de notre *Charte communale*. Mais, dans ce cas, nous tenons à préciser, dans l'accord même, que certains contractants (PSU et/ou courant autogestionnaire) ne sont pas signataires de ce Programme commun.

— Dans quelques cas aussi, la rupture entre PCF et PS semble inévitable. Que ferons-nous alors ? Passer des accords avec celui des partenaires du Programme commun qui n'aura pas eu la responsabilité de la rupture et accepterait de se situer clairement à gauche pose certes des problèmes. La formule est à étudier cependant, commune à Villiers-sur-Marne (accord PCF-PSU).

Que nous soyons confrontés à d'éventuelles divisions entre PCF et PS ou que nous nous heurtions au barrage d'un des partenaires de l'union de la gauche, la constitution de listes autogestionnaires autonomes, réunissant syndicalistes, camarades du cadre de vie, écologistes et militants politiques, nous paraît souhaitable, comme cela est envisagé à Louviers, Limoges, Morlaix, Perpignan, Chelles, Draveil, Villebon, St-Paul-de-Vence, Quetigny, Reims, Tarbes et Lille.

— A Paris enfin, le cours des choses est inquiétant. La capitale échappe, disent nos interlocuteurs, aux règles définies pour l'ensemble du pays : l'accord devra s'y faire strictement sur la base du Programme commun. Est-il sérieux de fermer l'unité plutôt que de l'ouvrir alors que la droite s'entre-déchire publiquement et que la gauche a progressé sensiblement dans Paris depuis quelques années ? Nous en reparlerons, propositions à l'appui.

Claude DESLIAT ■

(1) Certains accords sont définitifs, d'autres en cours de réalisation (une centaine de communes concernées). Dans quatre-vingt-cinq communes, la présence du PSU apparaît possible sans être encore certaine.

(2) Sur les séductions dangereuses du « municipalisme » voir l'article de François Dalbert et Jacques Sallois : « Matériaux pour une histoire politique de l'institution communale » paru dans *Critique socialiste* n°s 26-27, « Commune et autogestion », octobre-décembre 1976, 20 F, éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. CCP 19 706 28.

nationalisations : forme et contenu

Les limites des nationalisations ont été fixées avec précision dans le Programme commun. On veut les réviser maintenant en plus ou en moins, sans parler des radicaux de gauche, qui ont adhéré au Programme commun sans avoir participé à sa rédaction et qui proclament leur attachement à la « libre entreprise », les deux grands partis de gauche diffèrent dans l'interprétation de ce texte. Le Parti socialiste admettrait, en raison de la situation économique obérée, qu'une partie des nationalisations soit différée. Par contre, le Parti communiste s'en tient aux objectifs déjà définis et propose d'y ajouter la sidérurgie et l'automobile.

Le désaccord concerne aussi la possibilité d'étendre la nationalisation à d'autres entreprises sur la demande des travailleurs intéressés ; le PS considère une telle demande comme une simple proposition que le gouvernement et le Parlement peuvent accepter ou rejeter ; le PC affirme que de telles demandes doivent être entérinées purement et simplement par les autorités officielles.

Les modalités de la nationalisation sont également différentes ; le PS envisage la transformation des actions en obligations, avec droit de cotation en Bourse, avec les bénéfices qui s'y attachent ; le PC préconise l'étatisation avec l'indemnité pour les anciens actionnaires.

un terme ambigu

Le PSU rejette ces deux conceptions. Pour lui le terme même de nationalisation est ambigu, puisque la nation, et l'Etat qui la domine, sont composés des classes antagonistes. La nationalisation peut donc s'effectuer au profit de l'une ou de l'autre des classes en lutte. L'expérience de l'après-guerre a prouvé que les entreprises nationalisées peuvent s'insérer sans peine dans l'économie capitaliste et favoriser aussi bien les intérêts de l'Etat bourgeois que ceux, particuliers, du capitalisme privé.

C'est pourquoi, sans rejeter le terme rendu populaire, nous tenons à le préciser. Il s'agit d'organiser, dès la victoire électorale de la gauche, le transfert du secteur privé au secteur public, à l'initiative des travailleurs concernés et sous leur contrôle, des grands monopoles privés et des entreprises ayant bénéficié, sous quelque forme que ce soit, des subventions publiques, ainsi que de toutes autres entreprises menacées ou non de fermeture, sur la demande de ceux qui y travaillent.

Que signifie ce terme de secteur public ? Il n'est pas question de transférer à l'Etat la propriété et la gestion des entreprises nationalisées. Un tel transfert ne change ni les rapports sociaux dans l'entreprise ni son rôle économique. Il importe donc de sépa-

rer la propriété de la gestion. De moduler, diversifier et décentraliser la propriété en la rapprochant le plus possible des producteurs et des usagers.

En dehors des entreprises couvrant l'ensemble du territoire national (transport, énergie, etc.), gérées sous le double contrôle ouvrier et populaire, la propriété, devenue publique, pourrait, selon la dimension et le champ d'action de l'entreprise, être

attribuée à la commune, au département, à la région, à leurs divers groupements, ainsi qu'à d'autres organismes publics.

On peut même admettre, outre le transfert total de la propriété privée dans le secteur public, la création d'entreprises mixtes avec la participation, certes minoritaire, des capitaux privés, à condition que la direction et la gestion échappent aux représentants du capital privé.

contrôle ouvrier ou contrôle spécial

Quant aux entreprises petites et moyennes, dont le statut légal ne sera pas, dans un délai prévisible mis en question, elles devraient être soumises au contrôle ouvrier, exercé par le comité d'entreprise doté d'un pouvoir sensiblement élargi ou par un comité de contrôle spécial.

L'autogestion socialiste n'est pas possible avant que le pouvoir d'Etat ne soit conquis par les travailleurs. Il serait absurde cependant de dresser une frontière rigide entre le contrôle et l'autogestion. Là où la carence des propriétaires capitalistes devient évidente, le transfert de la propriété vers les différentes formes du secteur public peut permettre, dans certains cas, de dépasser le contrôle et de poser les jalons de l'autogestion.

A ce stade, le problème de la ges-

tion, englobant tous ses aspects, serait étendu à la finalité de l'entreprise, à son insertion dans un complexe plus vaste, à sa restructuration, et à la création, dans certains cas extrêmes, au sein du secteur public, des entreprises dont la gestion serait confiée aux producteurs eux-mêmes et le contrôle aux organismes publics, entre lesquels serait répartie la propriété de l'entreprise et dont les dirigeants seraient favorables à une expérience de gestion directe.

Il n'est pas question pour autant de retomber dans le possibilisme qui prônait, dans les années 1880, le passage pacifique au socialisme grâce à l'accession progressive des travailleurs au pouvoir local et au développement des coopératives et des services municipaux. Pour nous, comme pour les premiers marxistes français du Parti ouvrier, la conquête du pouvoir politique reste la condition préalable de la transition au socialisme.

Il n'est pas possible non plus de se limiter à la propriété de groupe, autrement dit au capitalisme collectif, diverses entreprises du secteur public s'affrontant sur le marché en recherchant à obtenir des prix-monopole ou des rentes de situation sur le dos des consommateurs.

faire vite

Afin d'éviter une telle évolution du secteur public décentralisé, sans lui imposer le carcan étatique, outre le contrôle conjoint des producteurs et des usagers, une planification démocratique devrait établir les objectifs et les priorités, et encadrer le processus global de production en lui donnant une orientation conforme aux intérêts généraux de la population laborieuse.

Des mesures d'urgence devraient être prises par le gouvernement de gauche pour contenir la fuite de capitaux et obtenir leur rapatriement, pour empêcher la fermeture des usines et les dépôts de bilans. C'est par de telles pratiques que la bourgeoisie chercherait à imposer l'arrêt des réformes de structure, la rupture de la coalition de gauche et la formation d'un gouvernement de centre-gauche à l'exclusion des communistes.

Il faut donc que ces mesures d'urgence soient soutenues par les travailleurs ; que les patrons soient mis devant le fait accompli du contrôle de gestion et, en cas de carence, de l'exercice de la gestion, en attendant le règlement du statut légal des entreprises concernées. Toute atteinte des décisions législatives ou gouvernementales, sans l'intervention directe des travailleurs, ne pourrait aboutir qu'au désastre.

Faire vite, respecter la volonté populaire, refuser aussi bien la prédominance du capitalisme privé que du capitalisme d'Etat ; établir partout et à tous les niveaux le contrôle ouvrier et populaire de la gestion ; transférer au secteur public, en décentralisant la propriété, les entreprises-clés du secteur privé ; telle est notre conception des nationalisations qui permet de frayer la voie à l'autogestion socialiste.

Victor FAY ■



Patrick Henry : à l'ombre de l'échafaud

Il y a un peu moins d'un an, le 30 janvier 1976, était enlevé le jeune Philippe Bertrand à la sortie de l'institution religieuse qu'il fréquentait. L'auteur de ce rapt, Patrick Henry, fut arrêté 18 jours plus tard. Il avait étranglé l'enfant. A l'heure où ces lignes sont écrites, le procès du meurtrier commence. Pourtant, la cause est entendue. La tête de Patrick Henry a déjà été donnée en pâture à l'opinion.

Elle le fut par trois des principaux personnages de l'Etat qui, dès son arrestation, s'empressèrent de donner leur verdict.

Le Garde des Sceaux de l'époque, d'abord, Jean Lecanuet, qui déclara avoir « recommandé au Parquet la plus grande fermeté... Pour ces criminels qui n'ont aucun respect de la vie, j'irai jusqu'à recommander la peine de mort. »

l'opinion hurlante

Le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski ensuite, qui n'hésita pas à se mettre dans la peau d'un juré et de préciser : « Si j'étais juré, je vous dirais que je prononcerais certainement la peine de mort, car c'est un crime exceptionnel et impardonna- ble. »

Le ministre de l'Équipement et maire de Troyes, Robert Galley enfin, qui réclama « un châtement exemplaire ». Il se trouva même un député (1) pour se mettre au diapason de l'opinion hurlante et déposer une proposition de loi « tendant à l'application immédiate de la peine de mort en cas de rapt d'enfant ou de prise d'otage. »

Bref, la peine capitale fut acquise avant même d'avoir été requise.

Condamné par ceux qui ont pour mission de se taire, ne serait-ce que pour ne pas entraver la sérénité de la justice et accessoirement ne pas empiéter sur les prérogatives de l'autorité judiciaire, Patrick Henry l'a été en sus par sa propre famille et par lui-même. Aucun Troyen n'a oublié les déclarations qu'il fit, alors qu'il n'était que simple témoin, crânant face aux micros et caméras des journalistes et réclamant la peine capitale pour l'auteur du rapt.

Avivée au lieu d'être tempérée, réactivée au lieu d'être atténuée, la haine contre celui que la presse a généralement présenté comme un « monstre » plane sur le Palais de justice de Troyes, là où en 1972 déjà furent condamnés à mort Buffet et Bontemps. Les avocats de Patrick Henry ont bien essayé de retarder le cours d'une procédure que le Garde des Sceaux voulut expéditive, au mépris de la loi. Rien n'y fit, pas même la requête en suspension légitime rejetée en décembre dernier par la Cour de cassation. Une telle requête n'avait pourtant rien d'un artifice de procédure même s'il est peu probable que Patrick Henry ait pu

Photo Sigmab. Patrick Henry lors de son arrestation.



espérer un environnement moins hostile à Colmar, Amiens ou Paris qu'à Troyes : la presse, les grands moyens d'information se seraient chargés de le susciter pour ne pas dire ressusciter. La justice n'a rien fait pour justifier l'impératif de sérénité qui doit la présider en toute hypothèse et quelles que soient les circonstances.

une terrible pulsion

Que l'on m'entende bien. Il ne s'agit point de conférer un certificat de moralité à un assassin dont, quoi qu'on dise aujourd'hui, le crime demeure affreux. Est-il explicable ? Nul ne le sait, nul ne le saura probablement jamais. Ce que je sais, c'est que personne, du moins à Troyes, ne veut entendre d'explications, personne ne peut comprendre, personne ne comprendrait qu'il soit possible de trouver une cause plausible à la terrible pulsion à laquelle a obéi Patrick Henry en étranglant Philippe Bertrand. Tout le monde ou presque veut sa mort car seule demeure et compte l'image objective du cadavre d'un jeune garçon. « Ils veulent bien du cérémonial, pas de la justice », déclarait récemment Maître Badinter chargé, avec Maître Boquillon, de la défense de Patrick Henry. Un céré-

monial qui ne souffre pas la moindre idée de défense à laquelle pourtant a droit n'importe quel criminel, quelle que soit l'horreur de son crime.

A Troyes, la cause est entendue. Patrick Henry est mort avant d'avoir été jugé. Rien, pas même une grâce présidentielle à laquelle je n'ose espérer en raison de ses implications électorales ne sauvera la tête d'un Homme qui, parce qu'il a étranglé un enfant, et surtout parce qu'il apparaît tout à la fois comme un « monstre glacé » et un individu « normal » (un paradoxe qui probablement ne gênera ni l'avocat général ni a fortiori le citoyen moyen de la ville de Troyes) doit mourir.

On ne saurait être plus clair que le président du tribunal de grande instance de Troyes qui déclarait il y a quelques jours, pour mieux « réaffirmer » la sérénité nécessaire de la justice : « Le devoir des Troyens est clair : c'est par leur silence grave et digne qu'ils exprimeront l'horreur que leur inspire le crime. »

Oui, justice est faite. Oui, la cour d'assises jugera comme le prescrit la loi « en son âme et conscience ». Et au nom du peuple français...

Michel ETIENNE ■

(1) Il s'agit de Jean Kiffer, député réformateur de Metz.

parole de bandits

La délinquance est trop souvent prétexte à savants discours de la part de toute une cohorte de spécialistes criminologues, psychiatres, sociologues, voire curés au grand cœur ou encore maos en mal d'action concrète.

Parole de bandits (1) est au contraire le récit de cinq jeunes délinquants qui se sont réunis pour parler de leur vie dans leur langue, sans retenue ni concessions. Un livre étonnant qui nous livre l'itinéraire de ce qu'on pourrait appeler le « braqueur » moyen. Au début, c'est « soit l'usine, soit le braquage ». C'est ainsi que se pose la question de la liberté à ceux pour qui « faire douze heures par jour pour gagner de la merde » est intolérable. Voler d'abord, pour l'argent bien sûr, mais aussi pour exister. « Un mec après un braquage, il se retrouve avec sa part et il sait jamais trop quoi en faire... Il sait pas s'il va acheter une voiture à deux ou trois bâtons, ou s'il va acheter trois ou quatre conneries à cinq cents sacs (2) ; il

le sait pas ; il a pas un idéal précis ; c'est pas prévu : c'est pas d'avoir l'argent pour quelque chose de bien défini qui l'intéresse. »

Ce qui l'intéresse, c'est d'exister et l'ACTION permet d'être réellement AUTRE. L'origine sociale du délinquant ? Presque toujours la même : fils ou fille de prolo. L'expression se suffit à elle-même. Elle ne mériterait aucun commentaire si les méthodes utilisées pour réprimer ceux qui refusent de se plier à la norme idéologique dominante n'étaient autant inefficaces qu'inadaptées.

Inefficaces, sans quoi la délinquance et la criminalité auraient disparu depuis longtemps.

Inadaptées parce qu'elles ne peuvent appréhender les ressorts pro-

fonds de ce qui est d'abord un appel à l'existence et devient progressivement un cri de haine. D'abord, il y a les « flics qui tirent très très facilement » [...] « Vois le type qu'ils ont tué à Nice, y a pas bien longtemps. Ponia leur a donné une médaille pour leur geste héroïque... » Ensuite, il y a le juge qui réprime moins un acte précis que des abstractions ramenées à une image univoque de la délinquance : « ...Un jeune qui passe aux Assises maintenant, même si c'est un BON BRAQUEUR », un type qui a jamais touché une petite vieille, y peut tomber sur un juge qui vient juste de condamner un mec pour petite vieille et qui se dit : « Bon, celui-là, il y viendra aussi. Je vais lui donner tant... »

Avant le jugement et après, la prison, interminable prison où tout est fait pour réduire l'individu aux dimensions d'un pantin sans désirs ni révolte. La prison qui reproduit à l'échelle réduite les hiérarchies morales et sociales de l'extérieur.

C'est ainsi que lorsque Patrick Henry fut transféré à la Santé pour examens psychiatriques, un journal titra : « Les détenus n'en veulent pas dans la prison. Ils veulent le lyncher. Et c'était probablement exact. En somme, une logique qui se mord la queue. Mais aussi le triste constat que la « menace de la peine de mort... Ça ne dissuade pas, ça c'est sûr, au contraire. Plus tu sais que tu vas morfler, plus tu en feras pour pas te faire prendre : prise d'otages, etc. Logique. »

Logique certes, mais pas pour tout le monde si l'on en croit certaines déclarations des Princes qui nous gouvernent, à coups de sondages, pour mieux appliquer la loi du Talion.

M.E. ■

(1) Parole de bandits, par Daniel Aurousseau et Marie Laborde, éd. du Seuil, coll. « Combats », 236 p., 35 F.

(2) Un bâton = 10.000 F ; un sac = 10 F.

briser la chaîne

machines-outils : l'offensive

Prévu, lors de sa présentation en 1976, pour développer l'ensemble des moyens techniques et humains, le plan de M. d'Ornano pour la relance du secteur de la machine-outil, se révèle aujourd'hui pour ce qu'il est : démagogie. Il devait permettre d'augmenter la production de 40 % en cinq ans et d'éliminer le déficit commercial de la France dans cette industrie. « J'aurai tous les crédits nécessaires », affirmait le ministre de l'Industrie. Il s'agissait, déclarait-on, de favoriser la recherche de nouveaux créneaux, d'encourager le développement des techniques les plus évoluées et favoriser une restructuration autour de quelques pôles de regroupement.

Qu'en est-il ? « Aucune véritable mesure constructive n'a été mise en place. Le patronat brade littéralement des unités entières de production, en collaboration étroite et avec l'appui financier du ministère de l'Industrie. On finance la création de nouvelles productions telles les machines à rectifier chez Ratier-Forest, dans le même temps, on abandonne les fabrications chez Landis-Gendron. On finance le développement des machines à commande numérique, on ferme Cincinati. On achète un brevet de tailleuse en RFA et on abandonne les tailleuses GSP, deux ans de recherche et de mise au point, 6 millions de prototypes voués à la ferraille, financés par l'Etat. Non, ce plan n'a rien à voir avec un plan de restructuration et de développement. » Voilà ce que déclarait le responsable CGT du secteur machine-outil pour la région parisienne André Fessy, à l'occasion des deux journées portes-ouvertes organisées dans l'usine Huré à Pantin le week-end dernier, avec l'appui de la fédération de la métallurgie CGT et de la municipalité (PCF majoritairement).

En effet, les travailleurs tenaient à exposer la valeur des techniques qu'ils produisent sur le lieu même du travail. L'entreprise Huré, de renommée mondiale pour ses productions, est l'exemple même du gâchis opéré actuellement puisque près de 600 suppressions d'emploi sont pré-

vues dans cette société pourtant équipée de moyens techniques de production parmi les plus récents et dont le chiffre d'affaire a été en constante progression depuis sa création.

journées portes ouvertes chez Huré

Mais elle n'est pas la seule à être ainsi « larguée », démantelée par le patronat. C'est ce que démontrait la présence de militants CGT d'autres entreprises de machines-outils aux journées portes-ouvertes : GSP de Courbevoie (matériel hydraulique), Carel Fouché Languépin, de la Plaine Saint-Denis (soudure électrique), Cazeneuve, de Saint-Denis (tours parallèles), ACMA (dépendant de Renault), Burrhougs, de Pantin, etc. La réalité concrète d'aujourd'hui et le premier bilan du plan d'Ornano sont les suivants : 28 000 emplois en 1974, 27 000 en 75, 24 000 fin 76. Après la fermeture de Gambin, d'Amtec, nous assistons à une vague de suppressions d'emplois et de licenciements projetés à court terme : Canault-Somua : 500 licenciements, ACMA : 144 licenciements, Huré : 570 licenciements, Supemec : 300 ; dépôt de bilan ; GSP Courbevoie : 260 licenciements en trois ans ; Cincinati Pantin : fermeture ; Gambin ; 510 licenciements prévus ; Triton :

150 licenciements en deux ans ; Constructions de Clichy : licenciement du bureau de Strasbourg ; RMO : 400 licenciements en six ans ; Languépin : licenciements envisagés ; Repiquet : 19 licenciements ; Bliss : 62 licenciements et d'autres envisagés ; Amtec : fermeture de trois usines, 500 licenciements ; SBF (électro-magnétique) : 150 licenciements et dépôt de bilan ; HES Lisieux : fermeture ; Cazeneuve : dépôt de bilan, 420 licenciements ; Rollet : 140 licenciements, fermeture ; GSP à Albert (Somme) : fermeture.

Le plan d'Ornano insistait fortement sur l'impérieuse nécessité de reconquérir le marché national pour équilibrer la balance commerciale et même la rendre excédentaire à notre profit. Qu'est-il devenu ? Que notre balance des paiements soit excédentaire ou déficitaire, la politique appliquée est la même.

Notre marché est déficitaire en électro-érosion, 2 720 machines importées en 1975 ; on décide un vaste plan de licenciements et d'abandon d'études chez Languépin et Gambin est fermé. Les tours automatisées les machines à percer multibroches, les machines spéciales et transfert sont dans la même situation et font l'objet de recommandations particulières du plan. Or HES licencie, SUPEMEC licencie, GSP licencie.

Là où notre marché est excédentaire sur le plan de la balance des paiements, les secteurs devraient être protégés en priorité. Il en va ainsi pour les tours parallèles par exemple avec 23,2 millions en 75. Or on ferme Cazeneuve et HES Lisieux. Pour les machines à fraiser, 74,4 millions d'excédent. Or, Gambin est fermé et on licencie chez Huré. Les tours automatiques multibroches : 10,4 millions d'excédent. On a fermé Amtec, seul constructeur français qui avait obtenu l'oscar de l'exportation en 1974.

Mais le gâchis ne s'arrête pas là. On démantèle Renault Machines-Outils (RMO), on lui enlève sa vocation d'entreprise nationale de machine-outil, au profit de Citroën. L'Etat décroche et confie un marché pour la Roumanie à Citroën avec l'implantation d'une usine automobile. Le marché comporte 880 millions de machines-outils. Quand on connaît la politique de Citroën largement financé par l'Etat, on est inquiet. Qui va fournir ces machines ? On annonce déjà que le plus gros du marché sera sous-traité en RFA. Cela n'a rien d'étonnant puisque dans le dernier trimestre de 1976, Citroën a commandé pour 35 millions de machines transfert en RFA, sans même consulter les entreprises françaises susceptibles de les fabriquer ; entre autres, GSP qui avait déjà fourni ce même type de machines à Citroën.

Si d'autres chiffres devaient être cités pour montrer à quel point l'abandon de la machine-outil française est délibéré, il faut savoir que la France a importé, pour les dix premiers mois de 1976, 54 280 tonnes de machines-outils, soit 16,7 % de plus qu'en 1975, pour 1 350 000 francs et dans plus de 50 % des cas, ces machines ont leur équivalent sur le marché français. Lorsque ce pro-

blème est évoqué au ministère, on répond que chacun est libre de commander où il veut, que les syndicats n'ont pas vocation à contrôler l'emploi qui est fait dans les entreprises des subventions d'Etat.

Depuis des mois les ouvriers de ces entreprises luttent contre les licenciements. Ainsi ceux de Gambin qui occupent depuis plus d'un an. Ceux d'Amtec (Lyon) qui après six mois d'occupation furent expulsés par la police mais qui poursuivent leur mouvement à l'extérieur de l'usine. Ceux de Cazeneuve qui occupent depuis deux mois. Triton occupée depuis trente mois. Chez Renault Machine-Outil (RMO), les travailleurs ont décidé la semaine dernière de rester dans l'entreprise pendant les heures de chômage partiel. Chez Huré, ils s'opposent à toute sortie de matériel.

La sauvegarde de ce secteur passe dans la période actuelle par l'arrêt des licenciements en cours et la réouverture des entreprises fermées. Pour cela la FTM CGT a réclamé une autre politique au cours de la conférence de presse de samedi dernier et notamment : « un droit de préemption de l'Etat sur les entreprises risquant de passer sous contrat étranger. Il faut que le gouvernement prenne ses pleines responsabilités sous les formes les plus diverses, dans les cas de liquidation d'entreprises (interventions de l'IDI ou du FDES avec droit de regard des syndicats sur l'utilisation des fonds publics). Il faut maintenir ou intégrer dans le statut des entreprises nationalisées, les filiales produisant des machines-outils (ACMA ; Berthier ; Constructions de Clichy). »

agir vite

Au cours de ce rassemblement chez Huré, la détermination de la CGT de lancer rapidement des actions coordonnées dans la métallurgie et notamment la machine-outil a été clairement manifestée.

A propos des initiatives à venir et de l'état des discussions avec la FGM-CFDT, André Warcholack, membre du bureau confédéral de la CGT, a déclaré : « Les initiatives pour la recherche de l'unité d'action ne sauraient se limiter à de simples constats ou conversations. Elles ont comme but de prendre partout dès février des initiatives de lutte : dans les entreprises en premier lieu, mais aussi dans les branches, les régions et au niveau national. » Il a également évoqué l'accélération de la liquidation de certains secteurs clés de l'économie, liée à la dégradation du pouvoir politique et à la volonté de pratiquer la politique de « la terre brûlée » avant l'arrivée éventuelle de la gauche au pouvoir. Contre cette volonté de sabotage, la FTM CGT a opté pour la lutte.

Il semble qu'un débat important ait eu lieu à la FTM sur ce point. Si les déclarations de samedi ne sont pas en soi totalement contradictoires avec la volonté affirmée de la CGT de ne pas troubler les consultations électorales, on peut considérer que dans le secteur de la machine-outil l'attentisme va être remplacé par l'offensive.

Yves SPARFEL

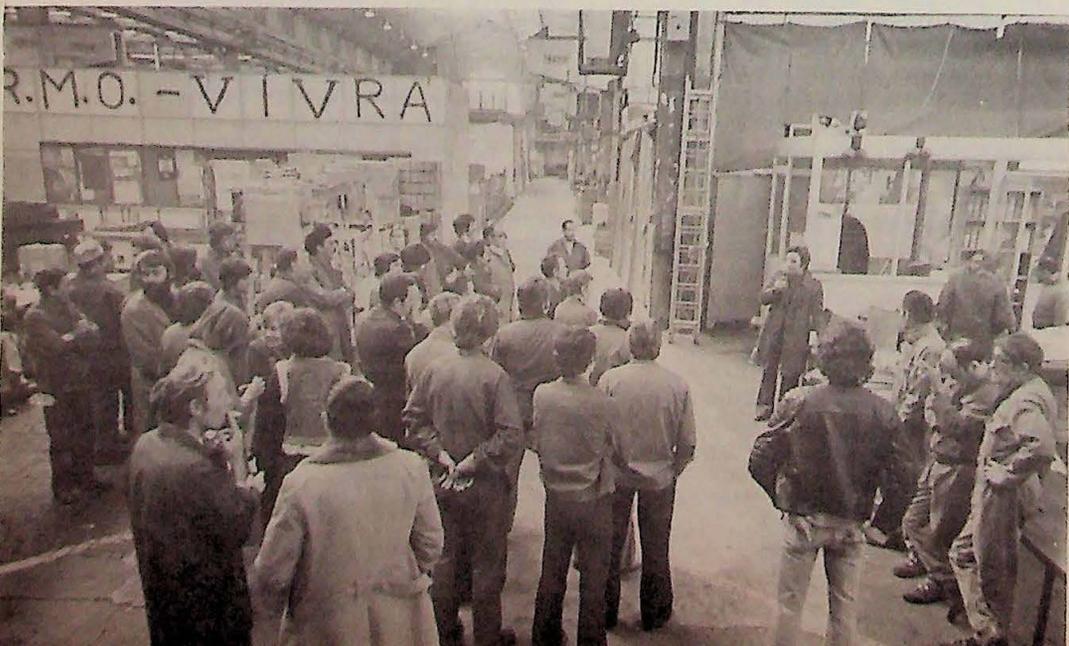


Photo Maillec

Cerba : le patron pleurerait misère

En sortant du château « La Delphinière », vendredi dernier, les grévistes du laboratoire Cerba à Maffliers (Val-d'Oise), venaient de mettre fin provisoirement à un conflit qui avait commencé le 8 décembre (1).

70 % des 98 salariés de ce labo de biologie s'était mis en grève sur les objectifs suivants : augmentation des salaires de 12 % (en respectant la valeur du point de la convention chimie) minimum mensuel net à 2 000 F ; prime de fin d'année uniforme et amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Après avoir refusé toute négociation pendant plus d'un mois, la direction a fini par s'engager à respecter la convention chimie signée en 1970 dans l'entreprise.

expansion du capital, pas des salaires

Le CERBA est un laboratoire d'analyses médicales où vous n'irez jamais demander une analyse, puisqu'il n'exécute que le travail que les labos privés ou les hôpitaux ne peuvent eux-mêmes effectuer. Un des plus grands labos de France, il effectue des analyses de haute technicité. Il emploie en tout 115 salariés, dont l'essentiel travaille à Maffliers. C'est une entreprise

de pointe si l'on considère la rapidité, la spécificité du travail effectué et le chiffre d'affaire. Qu'on en juge : 13,5 millions de francs en 1976 contre 7,4 en 1972. Le capital a augmenté de 500 % en six ans alors que les salaires n'ont augmenté que de 96,7 % dans la même période.

Le prix du B (coût de l'acte remboursé par la Sécurité sociale), au niveau national, est de 1,15 F. Le CERBA, quant à lui, pratique, un B technique de 0,85 F (soit 30 % au-dessous de la valeur nationale), ceci pour assurer la transmission des analyses des autres laboratoires privés ou publics. Il faut remarquer que c'est le CERBA, lui-même qui connecte la majeure partie des analyses effectuées au CERBA.

Pourtant la direction a refusé toute renégociation sur les salaires. Elle s'est retranchée derrière des difficultés financières dues à la nouvelle loi régissant la biologie privée ; nouvelle nomenclature.

Cette nouvelle nomenclature a été fortement contestée en septembre par deux jours de grève des patrons des la-

boratoires privés et a ensuite été appliquée, ces derniers ne l'ayant pas jugée si désavantageuse qu'elle le paraissait.

Les syndicats de biologie ont déclaré que la nouvelle nomenclature favorisait les gros laboratoires compte tenu de leur équipement (industrialisation de l'analyse médicale).

Mais la valeur du point des laboratoires d'analyses médicales a subi une réévaluation de 6 M à partir du 1^{er} décembre sur le barème de juillet 1976 et ce, malgré l'effet soi-disant défavorable de la nouvelle nomenclature.

Cela n'empêchait pas le PDG, le docteur Brugerie, de pleurer misère dans une interview au *Quotidien du médecin*, expliquant que son entreprise est fragile et qu'il ne gagne pas assez d'argent.

De l'argent ? Certains en gagnent chez CERBA puisque le plus bas salaire de CERBA (les femmes de ménage) est trente fois inférieur au plus haut (celui de la femme de Brugerie). Les augmentations sont distribuées à la tête du client : 2 000 francs en six mois pour un cadre supérieur, 50 francs en 9 ans pour les petits salaires. C'est aussi contre cette situation que la grève animée par la CFDT (très majoritaire) a eu lieu.

une prime anti-grève

La direction qui avait tout d'abord signé un protocole d'accord en vue de l'ouverture de négociations a fait durer le conflit. Elle a été appuyée en cela par la majorité des 18 cadres et une partie du personnel. Il était important pour les patrons de pouvoir continuer à effectuer les 1 200 à 1 300 analyses effectuées quotidiennement d'ordinaire. En

faisant faire les analyses par du personnel d'encadrement, administratif et standardistes compris, en accordant une prime de 400 francs à tous les non-grévistes, en procédant à de nombreuses intimidations individuelles, la direction voulait briser la grève. Faute d'occuper le laboratoire (surveillé par la gendarmerie), les travailleurs en lutte tenaient leur assemblée générale dans un petit pavillon du parc du château leur servant de local syndical. Leur unité, la popularisation de leur conflit dans la région, leur a permis de tenir.

Brugerie se sentait soutenu : « Nos confrères, directeurs de laboratoires privés, nous témoignent leur solidarité et nous demandent surtout de ne pas lâcher. Si vous lâchez, nous sommes foutus, nous écrivent-ils. » Voilà ce qu'il déclarait le 4 janvier dernier au *Quotidien du médecin*. Mais il ne pouvait, au risque d'amoindrir la qualité des analyses et d'augmenter leur coût (certaines étaient faites en sous-traitance à l'étranger, les résultats étant communiqués par télex), continuer à faire fonctionner l'entreprise avec la moitié du personnel. Contre ce PDG de choc les travailleurs ont fait entendre leur voix. Ceci est important non pas spécialement par l'effectif en grève, mais pour le secteur professionnel et les répercussions au niveau de la santé publique et privée.

Les grévistes qui ont repris le travail lundi, restent cependant prêts à se mobiliser à nouveau si la direction refuse de négocier avant la fin du mois les autres points de la plate-forme revendicative.

J.-Y.R. ■

(1) Ils ont débrayé à nouveau dès lundi car le patron a mis à pied six salariés.

d'autres conflits

● **ACCIDENTS DU TRAVAIL** : Une fois de plus la loi du capital vient de frapper des travailleurs du chantier de la Centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly. Quatre morts et un blessé grave, tel est le bilan du dramatique accident survenu le 12 janvier.

Deux jours plus tôt, la presse annonçait l'accident mortel d'un jeune travailleur sur un chantier de l'Aisne, enfoui sous un éboulement de tranchée, alors qu'il avait fait savoir son refus de descendre dans cette tranchée, considérant que les moyens de sécurité n'étaient pas respectés ; ce n'est que sous la pression de la hiérarchie qu'il y était descendu.

Le bâtiment et les Travaux publics sont les professions les plus meurtrières en France : quatre travailleurs meurent chaque jour travaillé. La FNCP-CFDT dénonce la collusion Etat-Patronat pour empêcher l'application de la loi sur les comités d'hygiène et de sécurité sur les chantiers.

● **LIP-CHOMAGEPOLY** : Voici ce que nous ont écrit les travailleurs de Lip : « Les travailleurs de Lip remercient la rédaction de *Tribune socialiste* d'avoir contribué à la popularisation du « Chômageopoly », po-

pularisation qui s'est traduite par la vente d'un grand nombre de jeux. Face à ces commandes, nous nous trouvons actuellement en rupture de stocks. C'est pourquoi nous vous serions reconnaissants de bien vouloir signaler à vos lecteurs qui n'auraient pas encore reçu leur jeu, de bien vouloir patienter un peu. Quoi qu'il en soit, les commandes seront honorées. » Le prix : 60 F et non 50 F comme nous l'avions indiqué précédemment.

● **LA CRASSE DE LA PITIE** : C'est à un autre genre de visite que celle réservée aux chefs d'Etat que la section CFDT du groupe hospitalier Pitié-Salpêtrière a invité les journalistes.

Les services de Neurologie, Neurochirurgie, Cardiologie, Néphrologie, Stomatologie, etc., de cet établissement ont reçu la visite de nombreux chefs d'Etat et de personnalités éminentes. L'administration de l'Assistance publique prétend en faire un hôpital de prestige, et il est vrai qu'une courte visite peut faire illusion.

Mais un tour complet révèle au contraire que l'hôpital s'engluie dans la pourriture de sous-sols innombrables parcourus quotidiennement par des centaines de malades au milieu

des chats crevés, des refoulements d'égoûts, de la crasse jamais balayée. Comme une gangrène ce cloaque s'étend maintenant au rez-de-chaussée, aux escaliers, aux paliers d'étages, aux pelouses, aux allées de l'hôpital qui se couvrent d'immondices. Des ordures sont amassées à la porte du plus important bloc opératoire.

Pas de crédits, pas de personnel évidemment... Notre santé fout le camp. Devinez qui sont les responsables !

● **LA CIP REPRENDR** : En assemblée générale, les ouvrières de la CIP ont approuvé le 11 janvier le protocole d'accord conclu avec le groupe belge VELDA, qui prévoit le redémarrage de l'entreprise au plus tard le 1^{er} mars. La reprise de la CIP est un succès de la lutte syndicale engagée par les ouvrières depuis juillet 1975. Il a fallu que les travailleuses occupent pendant 550 jours, soit 18 mois, mènent une lutte active avec la CFDT, le soutien de la population et des partis politiques de gauche, pour obtenir le redémarrage de l'entreprise. La fatalité des fermetures a été vaincue.

Mais la lutte n'est pas terminée, les travailleuses de la CIP sont fermement décidées à la poursuivre pour aboutir au réemploi de toutes les ouvrières.

● **BAISSE DE LA TVA** : Une véritable matraquage publicitaire est

actuellement organisé par le gouvernement, sur la baisse de la TVA. Son but est de faire croire aux salariés qu'ils vont bénéficier de la baisse des prix. Or il s'agit d'une véritable mystification.

Le gouvernement a en effet décidé : d'une part de réduire le taux normal de la TVA de 20 à 17,6 % escomptant une baisse des prix des produits concernés de 2 % et une réduction de la hausse de l'indice INSEE d'environ 0,7 %, l'indice étant évalué taxes incluses ; d'autre part de limiter la hausse des salaires à celle des prix.

En supposant que la baisse des prix intervienne réellement, l'indexation des salaires sur les prix, fait que le pouvoir d'achat des salariés ne progressera pas. Autrement dit la baisse de la TVA ne permettra pas aux travailleurs d'acheter un seul steak supplémentaire. Par contre les industriels, n'ayant pas vu leur marge bénéficiaire indexée, profiteront de cette baisse de la TVA.

Cette opération « baisse de la TVA » va coûter 8 milliards à l'Etat et profiter entièrement aux entreprises. C'est pourquoi la fédération des finances CFDT la dénonce et demande l'établissement d'un contrôle du mécanisme déterminant les différents éléments du prix de revient ainsi que la répercussion sur les bénéfices de la baisse de la TVA.

le « gross kanal »

deuxième partie

La semaine dernière Gérard Debezac nous présentait les grandes lignes du projet du canal Rhin-Rhône. Il soulignait le silence ambigü que les autorités maintiennent autour de cette colossale réalisation et les dangers qu'elle représente pour la région franc-comtoise.

Dans ce numéro il nous parle du coût écologique, jusqu'ici passé sous silence, du rôle des multinationales et aussi de la riposte populaire qui s'organise, petit à petit, avec le soutien du PSU comtois et des forces politiques et syndicales concernées.

Il y a refus de prendre en compte le coût écologique.

D'abord à court terme. Le sous-sol de notre région est constitué de calcaire très fracturé; cela entraîne régulièrement des « surprises » par rapport aux devis initiaux, qu'il s'agisse de fondations d'immeubles, ou d'autres travaux. Qu'en sera-t-il pour le canal? L'étude géologique commandée par la Compagnie du Rhône à la Faculté des sciences de Besançon fut interrompue sans explications...

Mais à long terme, le coût écologique risque d'être encore plus lourd (disparition d'espèces animales et végétales logées sur les berges actuelles de la rivière, remplacement d'un cours d'eau par une succession de biefs d'eau morte; captage de sources pour alimentation du canal; introduction d'eau du Rhin: action sur les nappes phréatiques difficiles pour l'alimentation en eau potable, etc).

multinationales et intégration européenne

Face à ces risques réels et graves, les responsables du projet répondent par des pirouettes méprisantes: le canal sera contenu par des digues de 8 à 15 mètres par endroits? Oui, mais les talus appuyés à ces digues seront engazonnés!... Pêle-mêle on promet à la fois que le canal ne sera pas une rigole en béton, et en même temps que ses eaux ne communiqueront pas avec les nappes souterraines... Les paysages? Ils seront encore plus beaux qu'aujourd'hui!... Le cadre de détente des travailleurs de Besançon et Montbéliard? Ben voyons: «les

pêcheurs, en particulier dans les bras délaissés par la navigation, pourront pratiquer leur sport favori», etc, etc.

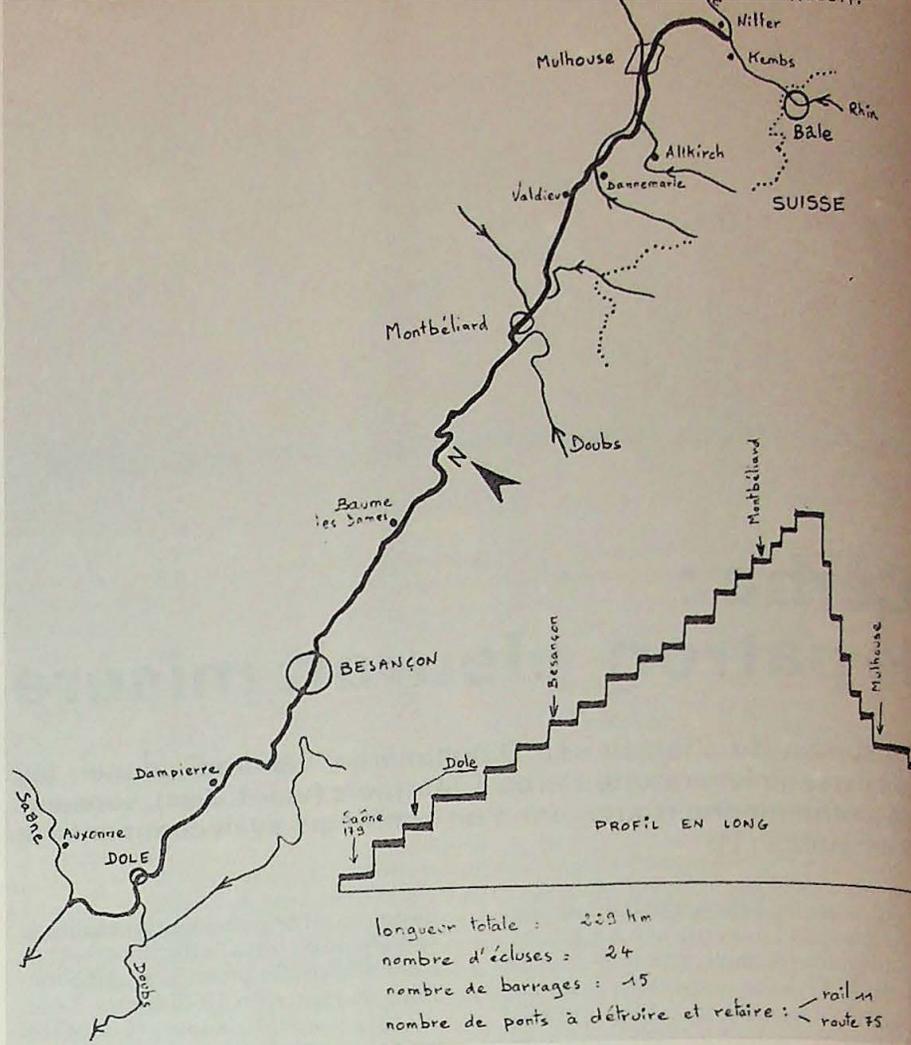
Quel est donc la motivation profonde de ceux qui poussent à la percée du canal? Le CERLIC (1) nous en donne quelques aperçus dans son étude.

a) la mise en service du nouveau tronçon Saint-Symphorien-Mulhouse provoquera, d'une part, une baisse importante des tarifs de la voie d'eau, d'autre part, par un effet de concurrence, une baisse des tarifs de l'ensemble des autres modes de transports[...]. L'hypothèse retenue est une baisse du tarif ONN de 30% au moins à laquelle répondrait une baisse vraisemblable des tarifs SNCF de 25% environ.

« Le fait de disposer de plusieurs modes de transport est, dans cette perspective, tout à fait favorable. Les usagers (sic) ne seront pas captifs d'un seul mode de transport, ils joueront donc la concurrence complémentarité entre modes. »

En clair: le canal (construit aux frais des contribuables) permettra aux gros industriels d'obliger la SNCF à transporter en dessous du prix de revient, tout comme l'EDF pratique actuellement avec les « gros consommateurs » d'énergie.

b) Que nous disent encore les technocrates du CERLIC? Sachons lire: « une politique judicieuse de répartition des implantations françaises et étrangères pourra donc être menée dans le sens d'un meilleur équilibre géographique et sectoriel des investissements nationaux. Ainsi une part notable des potentialités nationales de création d'emplois pourra être affectée à d'autres régions françaises » et encore: « compte tenu de la politique des entreprises à l'heure



De Montbéliard à Dôle, une magnifique vallée, cadre de travail, d'habitation, de détente, promise à la destruction.

actuelle, il est probable qu'une large partie des candidats nouveaux seront des entreprises à vocation européenne».

En compulsant la littérature (abondante) publiée à ce propos, on se rend bien compte que pour ses promoteurs le canal est un instrument essentiel de l'intégration capitaliste européenne. Il est clair que les premiers intéressés sont les firmes ouest-allemandes (chimie, métallurgie...) pour qui la liaison Rhin-Rhône donnerait un accès direct à la Méditerranée (donc aux marchés d'Afrique et, via Suez, d'Asie), et cela aux seuls frais des contribuables français. Du coup les Allemands remettent à plus tard la liaison Rhin-Main-Danube et pour des raisons bien compréhensibles: elle passe à travers des pays à régime communistes (Hongrie, Yougoslavie, Roumanie), et la charge financière des travaux incomberait à la RFA. Il est significatif de constater que les ténors politiques défenseurs du projet Rhin-Rhône, adhérents à des partis politiques différents, ont en commun d'être des pro-européens convaincus: Sudreau, Pfimlin (centristes), E. Faure (RPR), Deferre (PS).

c) Au plan régional, le groupe de pression en faveur du canal s'appuie d'une part sur les firmes multinationales (Peugeot, Alsthom, Solvay) et, d'autre part, sur les appétits d'industriels locaux. Les premières y voient la possibilité d'un profit supplémentaire sur les coûts de transport (pour Peugeot: 150 F par véhicule) sans que la réalisation de l'infrastructure leur coûte rien. Les seconds y voient un marché important. Exemple: la société financière Bouvet-Ponsar, exploitant les chaux et ciments, instaure un véritable monopole régional du béton, sachant qu'il en faudrait fournir 2,6 millions de m³ pour le canal.

la réponse populaire

Il faut bien reconnaître que face au « grand projet » les forces sont assez dispersées. Les organes officiels de la paysannerie (chambres d'Agriculture, FDSEA) se contentent de réclamer une « meilleure indemnisation » des

terres expropriées (4 300 ha dont quatre cinquième cultivables); aucune information sérieuse n'a été faite auprès des agriculteurs. Du côté des élus locaux, la situation n'est pas brillante: les autorités préfectorales orchestrent, avec la Compagnie du Rhône, une campagne de mise en condition tout à fait digne des campagnes électorales en Guadeloupe ou à la Réunion (film couleur, exposés à la guimauve, bénédiction des personnalités). Les partis du Programme commun restent très discrets: le PS parce qu'il n'est pas fondamentalement hostile au projet, le PCF parce qu'il y était favorable il n'y a pas si longtemps.

On note cependant avec intérêt une prise de position publique de l'UD-CGT du Doubs (contre le canal), tandis que dans les communes visées se constituent des associations de défense (ex.: Laissey). La CFDT régionale est hostile au projet, mais souhaite une prise de position au plan national (rencontre à Paris le 4 janvier). Enfin divers organismes (groupes écologiques, sociétés de pêche, etc) se sont saisis du dossier. On peut donc s'attendre à un large débat dans la région comtoise, y compris au niveau de gens peu politisés. Les premières réunions publiques organisées montrent un vif intérêt de la population locale pour le problème, et un courant anticanal assez fort. Pour que le débat se développe, le PSU a pris certaines initiatives: réunion unitaire pour échange d'informations, préparation d'un dossier de quatre pages à diffusion de masse, présence active dans les réunions publiques, tout cela se faisant chaque fois que possible en unité d'action.

Il est possible, sur un problème de ce genre, d'animer une vaste campagne d'information et de réflexion de masse, de développer concrètement une analyse critique du capitalisme, et de proposer une autre orientation pour l'avenir. Le parti doit jouer un rôle moteur dans un tel processus.

Gérard DEBEZAC

(1) Centre d'études et de recherches de logistique industrielle et commerciale, 46, rue Troyon, 92310 Sèvres.



opposants de gauche en URSS

Longtemps muette, ou volontairement aveugle, sauf lorsque ses intérêts politiques amenaient tel ou tel parti à prendre une position de circonstance, la gauche française condamne aujourd'hui unanimement, ou presque, la répression en URSS. La présence de Pierre Juquin à la Mutualité en octobre dernier a fait date. Deux mois plus tard, René Andrieu annonçait dans *L'Humanité* l'intention de son parti d'affirmer son désaccord avec les atteintes aux libertés démocratiques, chaque fois que cela serait nécessaire. Plus récemment, Georges Marchais s'attirait les foudres du parti communiste chilien, reprises dans la *Pravda*, pour avoir jugé « inadmissible le marchandage auquel a donné lieu, entre un pays socialiste et un pays fasciste, le sort de deux hommes poursuivis pour avoir exercé des droits inaliénables de la personne humaine. » Il soulignait ainsi la reconnaissance implicite par les dirigeants soviétiques d'une répression politique dans leur pays. A peine arrivé en Suisse, Vladimir Boukovski, objet de cet échange, lançait un appel à la solidarité avec ses camarades de la prison de Vladimir grévistes de la faim, et il dénonçait l'aggravation de la répression dans les prisons soviétiques depuis la signature des accords d'Helsinki.

Il est désormais bien clair que les appels lancés par des dissidents de l'Est pour la défense des libertés dans leurs divers pays, celui entre autres que lance ici même Jiri Pelikan, en faveur du droit à l'opposition, ne concernent pas seulement une minorité d'intellectuels. La répression, qui n'est pas seulement policière, ou judiciaire, atteint chaque travailleur, le privant des droits les plus élémentaires, que lui reconnaît pourtant une Constitution qu'on a voulu présenter comme la plus « démocratique » du monde, celle promulguée en 1936 sous contrôle direct de Staline : droit de libre réunion, droit au libre choix de ses représentants, droit de grève, droit à l'information, droit de choisir librement son lieu de travail, droit à la libre circulation des idées et des hommes, à

l'identité nationale des minorités, droit des nations à disposer d'elles-mêmes.

L'on ne saurait se limiter à protester contre les abus les plus criants, les plus publics. Il faut aussi tenter une analyse historique et critique du monde soviétique. Un mouvement révolutionnaire, qui s'empara du pouvoir et le conserva grâce à la solidarité internationale des travailleurs, a donné naissance à un modèle de société qui prétend représenter les intérêts des travailleurs, exerce sur ces derniers les plus violentes contraintes. L'évolution politique et sociale des pays où les partis communistes sont puissants et voient s'entr'ouvrir les avenues du pouvoir contraignent ceux-ci, et avec eux leurs alliés, à se désolidariser de ces régimes, et à proposer des garanties contre l'émergence, chez eux, d'un système analogue.

Il importe de comprendre pourquoi et comment une bureaucratie mise en place par un mouvement révolutionnaire a pu s'installer et se donner un dictateur, pourquoi plus de vingt ans après la mort de ce dernier, elle reste en place et garde en mains tous les leviers de commande. On ne saurait s'en tenir aux explications désormais traditionnelles qui allèguent le sous-développement économique et les destructions dues à des guerres successives. En 1977, en présence de l'expérience des pays qui, de gré ou de force, ont adopté le modèle soviétique, et de celle que vit sous nos yeux la Chine, il faut approfondir l'analyse critique de ce régime. La solidarité avec les victimes de la répression ne souffre pas de faille, et nous défendons le droit de tous, croyants et incroyants, nationalistes et internationalistes, à la libre expression ; nous entendons cependant combattre toute idéologie rétrograde et soutenir par tous les moyens l'opposition démocratique et socialiste qui s'affirme en Union soviétique. C'est ce que nous nous efforçons de faire ici.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

pour en savoir plus...

David Rousset, *La Société éclatée*, Paris, Grasset, 1973, 63 F. L'URSS, des origines à nos jours ; une documentation considérable ; une étude rigoureuse et presque trop démonstrative des déterminismes économiques.

Roy Medvedev, *Le Stalinsme*, Paris, Le Seuil, 1972, 640 p., 49 F. Œuvre d'un historien dissident qui avait espéré, à tort, se faire publier dans son pays, où il réside toujours. Du même auteur, *De la démocratie socialiste*, Paris, Grasset, 1972, 40 F ; *La Révolution d'Octobre était-elle inéluctable ?* Paris, Albin Michel, 1976, 190 p., 22 F.

Quelques points d'histoire non négligeables. **Alexandre Soljenitsyne**, *L'Archipel du Goulag*, Paris, Le Seuil, 3 vol.,

1974-1975, 39 F chaque volume. Une somme et un univers, quoiqu'on puisse penser de son auteur.

Nadejda Mandelstam, *Contre tout espoir*, Paris, Gallimard, 1972, 3 vol. Sur la répression psychiatrique.

L'affaire Pliouchtch, dossier réuni par **Tania Mathon** et **J.J. Marie**, préface de **L. Schwartz** et **M. Broué**, Paris, Le Seuil, 1976, 170 p. ; coll. « Combats », 25 F.

Pour la libération de Boukovski et S. Glouzman, brochure du Comité des mathématiciens, avril 1976.

« *Guide de psychiatrie à l'usage des dissidents soviétiques* », in *Esprit*, septembre 1975, 30 p., 4 F.

Edouard Kouznetsov, *Journal d'un condamné à mort*, Paris, Gallimard, 1974, 260 p., coll. « Témoins », 42,80 F.

Sur les positions politiques des chefs de file de la dissidence :

Andrei Sakharov, *Mon Pays et le monde*, Paris, Le Seuil, 1974, 112 p., coll. « Combats », 15 F.

Alexandre Soljenitsyne, *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique*, Paris, Le Seuil, 1974, 144 p., 17 F.

Roy Medvedev et **Leonid Pliouchtch**, etc., *Demain l'URSS*, Paris, éd. Syros, 1976, coll. « Histoire et théorie », 21 F.

A quoi il convient d'ajouter une abondante littérature romanesque, y compris, notamment pour la connaissance de la vie paysanne, de nombreux romans parus en URSS.

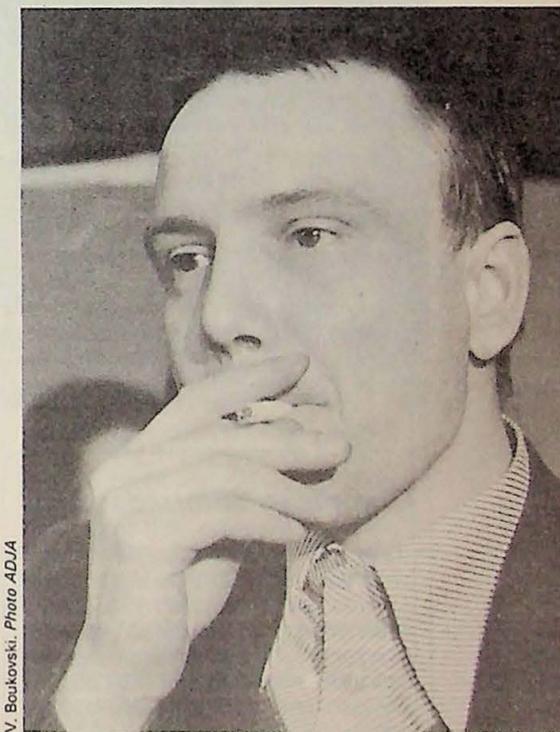
Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*, ainsi que *Le Conservateur des antiquités d'A. Dombrowski*.



J. Pelikan. Photo P. Lebrun



L. Pliouchtch. Photo Adja



V. Boukovski. Photo ADJA



A. Amalrik. Photo AFP

le droit à l'opposition

par Jiri PELIKAN

Tandis que les efforts de Brejnev pour renforcer la cohérence du camp soviétique sous la direction de Moscou atteignent leur point culminant au mois de novembre dernier, à la réunion au sommet des pays du pacte de Varsovie à Bucarest, où il s'efforçait de mieux faire face à la crise économique et idéologique qui se développe actuellement dans les pays de l'Est, des phénomènes nouveaux s'y font jour échappant au contrôle des appareils et des partis au pouvoir.

En Pologne s'est créé un « Comité pour la défense des ouvriers » ; il a l'appui de représentants des intellectuels, des ouvriers, des catholiques et des jeunes. Malgré les efforts des autorités pour le faire taire, par la menace et la répression, il poursuit son œuvre, publie son bulletin, collecte de l'argent, élargit son

audience. Pour la première fois dans les pays de l'Est, plus de 900 ouvriers d'Ursus se sont adressés au premier secrétaire du Parti, en l'occurrence Gierek, pour lui demander le retour de leurs camarades licenciés.

En Tchécoslovaquie, l'opposition socialiste ne manque pas une occasion de faire entendre sa voix : elle

libéral, qui s'opposent aux positions nettement conservatrices de Soljenitsyne et de l'équipe de « Continent » (1).

L'aspect essentiel de tous ces phénomènes, c'est qu'ils ne s'en tiennent plus à une simple protestation négative, mais recherchent une alternative aux régimes actuels, et tout particulièrement, une alternative socialiste. Il est encore trop tôt pour dire si ces courants pourront résister à la répression et au spontanéisme qui caractérise aussi cette opposition. Il n'est pas exclu que ce soient là les noyaux d'où pourront surgir au cours de luttes dures, et au travers de la recherche idéologique, des mouvements politiques mieux structurés. Mais une chose est claire : c'est là le début d'une lutte pour le droit à l'op-

citoyens, elle ne peut pas être indifférente à la lutte de l'opposition dans les pays de l'Est pour le droit à l'existence. On ne saurait affirmer qu'en Occident le socialisme implique la pluralité des partis et le droit à l'opposition, en même temps que l'on accepte que ces principes soient niés dans les pays de l'Est se réclamant du socialisme. L'on ne saurait non plus justifier cet état de choses par des « particularités historiques », ou « géographiques », non plus qu'en invoquant « une tradition différente ». Si l'on veut rester conséquent et dans l'intérêt même de la crédibilité du socialisme en Occident, il faut que la gauche soutienne ouvertement le droit à l'existence de l'opposition dans les pays de l'Europe de l'Est.

On affirme souvent, dans la

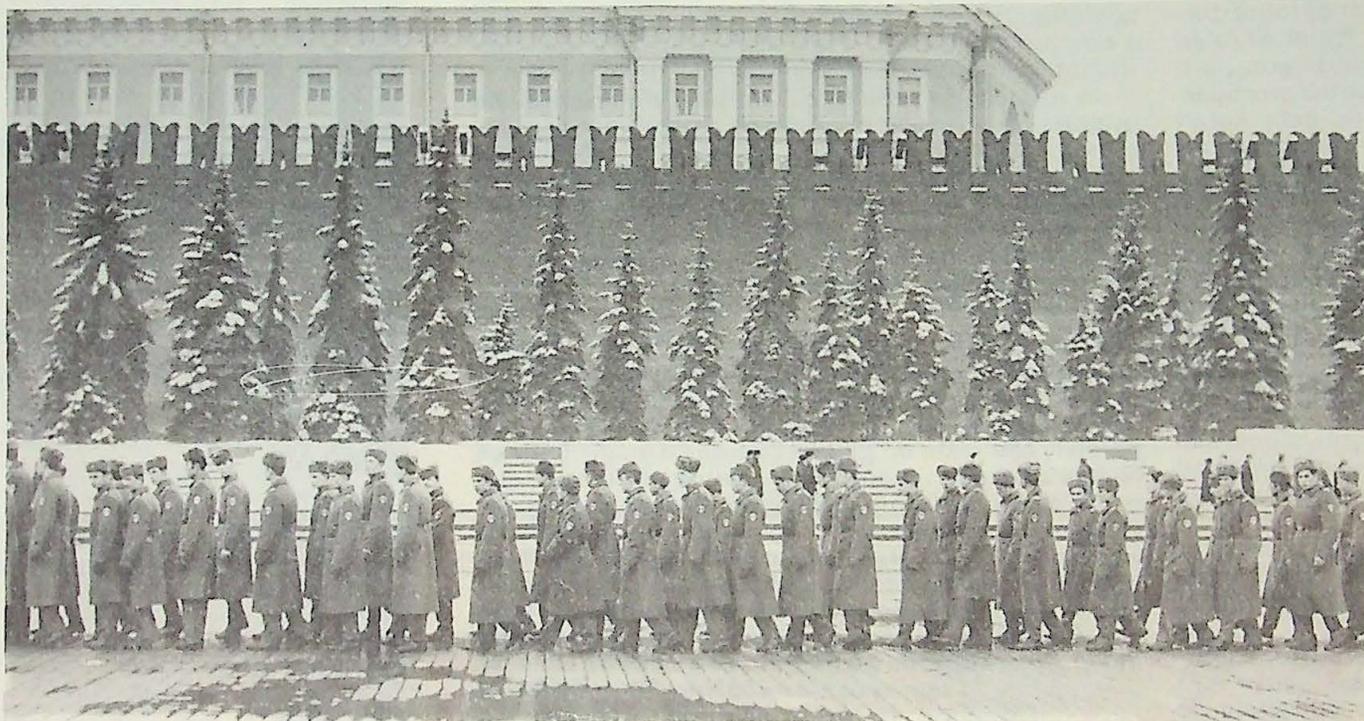


Photo Cartier-Bresson

D'après la Pravda 20 novembre 1975 :

« Plus de 90 % des présidents de kolkhozes et près de 98 % de ceux des sovkhozes possèdent des diplômes secondaires ou supérieurs. Les organes responsables des soviets, du Parti et de l'agriculture doivent veiller attentivement à l'amélioration de leur formation spéciale, ainsi qu'à leur style et leurs méthodes de travail... »

Le choix et la nomination des personnels, leur formation en ce qui concerne leurs responsabilités, incombent aux comités du Parti, et c'est une tâche importante. Mais certains comités ne collaborent pas avec les dirigeants agricoles comme il le faudrait de nos jours. Dans la province de Koursk, par exemple, 248 présidents et directeurs ont quitté leurs postes au cours des quatre dernières années, y compris 96 qui ont dû être congédiés pour incapacité... »

D'après le Samizdat :

Il s'agit de l'affaire de l'école N° 2 de physique et mathématiques de Moscou, en septembre 1972. Cette école jouit d'une certaine réputation ; c'est l'une des écoles spéciales qui ont pour objectif de pousser leurs étudiants au niveau le plus élevé.

En 1971, un ancien professeur de cette école demandait à partir pour Israël. Pendant les quatre mois qui suivirent, sa fille dut démissionner du Komsomol, et les inspections se succédèrent sans désemparer. Les raisons véritables — idéologiques — étaient dissimulées par de prétendues « faiblesses de direction ». On aboutit au renvoi du chef d'établissement et de trois de ses assistants. Beaucoup d'élèves furent renvoyés dans leurs écoles de quartier. Des enseignants démissionnèrent.

En février 1972, tous les professeurs d'histoire, sauf un, et tous les professeurs de langue et littérature étaient contraints à quitter l'école. Les candidats aux postes ainsi laissés vacants devaient recevoir l'approbation du comité de district du Parti.

multiplie les déclarations, les tracts, les journaux, et même les livres clandestins. Elle réclame la libération des prisonniers politiques. L'arrêt de la répression, le départ des troupes soviétiques stationnées dans le pays, conditions nécessaires à leurs yeux pour toute solution socialiste à l'actuelle crise du régime.

En Allemagne de l'Est, pour la première fois depuis des années, les écrivains les plus connus ont protesté contre l'expulsion du poète et chanteur Wolf Bierman.

un socialisme libéral

En Union soviétique, où jusqu'à une date récente le mouvement ne dépassait pas le stade des protestations contre la répression, et de la défense des droits civiques, des courants nouveaux apparaissent qui se montrent favorables à une alternative socialiste ; les uns à l'intérieur avec Roy Medvedev, les autres parmi les « dissidents » émigrés, dont la silhouette prophétique de Soljenitsyne masquait jusqu'ici l'existence. Un groupe vient de présenter à Paris leurs recherches pour « une alternative démocratique en URSS » dans un ouvrage où se font entendre les accents du socialisme

position politique dans les pays de l'Europe de l'Est.

Celle-ci n'a pas pour objet de mettre fin au socialisme ; au contraire : elle se bat pour son renouveau. Elle ne veut pas être clandestine ; au contraire : elle veut être reconnue par les autorités afin de pouvoir développer son action politique, dans le cadre des lois existantes. En effet, les constitutions et les lois de ces pays n'excluent pas la liberté d'expression et la pluralité politique. Mais elle n'entend pas non plus céder devant la répression et le chantage exercés par les appareils bureaucratiques. Comme il ne s'agit plus seulement des groupes d'intellectuels mécontents, mais d'une alliance entre intellectuels progressistes, ouvriers et jeunes, il ne sera pas facile de détruire cette opposition nouvelle par de simples mesures administratives. La lutte sera encore longue et dure, mais il n'est plus possible de l'arrêter.

un « socialisme différent »

Elle concerne aussi la gauche en Europe occidentale ; si elle veut vraiment un « socialisme différent », avec plus de liberté pour la majorité des

gauche, que « les abus de pouvoir et les violations du droit le plus élémentaire des gens, tels que la censure et la répression » sont en contradiction avec la nature même du régime socialiste. Mais l'on pourrait aussi poser la question à l'envers : les régimes existant dans ces pays peuvent-ils survivre sans ces abus et ces violations, c'est-à-dire sans censure et sans exercer de répression sur ceux qui pensent autrement ? Si tel est le cas ces régimes peuvent-ils légitimement se réclamer du socialisme ? Peuvent-ils prétendre à la solidarité de la gauche occidentale, et de ceux qui croient à l'alternative socialiste ?

Que les partis et mouvements de gauche se montrent plus critiques à l'endroit de l'URSS et des pays de l'Est, c'est une bonne chose ; qu'ils critiquent les cas concrets de violation des droits civiques, c'est également positif ; mais le temps est venu d'aller plus loin et de s'interroger sur la nature même de ces régimes et des relations qu'il faut avoir avec eux et avec l'opposition dans les pays de l'Est. C'est là que la vraie bataille commence.

J.P. ■

(1) Voir l'article ci-après de Vadim Belotserkovski.

Soljenitsyne ? Non !

par Vadim BELOTSEKOVSKI

Vadim Belotserkovski, ancien rédacteur à la *Literatounaïa Gazeta*, et aux *Izvestia*, co-auteur de l'ouvrage collectif, *URSS : Alternative démocratique*, présente les soviétiques en exil : contre l'opposition nationaliste à tendance autoritaire, dont Soljenitsyne lui paraît le représentant le plus illustre.

L'URSS vit aujourd'hui une période de désespoir. Le sentiment général ? Celui de se trouver dans une situation sans issue. Dans les milieux de l'intelligentsia libérale, cet état d'esprit remonte au moment où les armées soviétiques firent leur entrée à Prague. Il se manifeste de façon contradictoire : chez les uns, on exhibe un cynisme teinté d'amoralisme ; chez d'autres, la volonté d'opposition mène à l'obscurantisme, au chauvinisme soit antirusse, soit grandrusse selon les appartenances nationales.

C'est ce qui a amené un groupe de démocrates russes, dont je fais partie, à publier un recueil où s'expriment des positions diverses, parmi nous, il y a des libéraux, des tolstoiens, des néo-marxistes, des chrétiens sociaux... Mais un trait commun nous unit : nous nous opposons à cet état d'esprit. Il est vital de ne pas laisser ce climat s'installer, et de remettre en honneur les valeurs traditionnelles de l'humanisme et de la démocratie. Cela doit se faire dans la vie même, et en épouser le mouvement. C'est pourquoi nous voulons créer un lieu de rencontre où s'élaboreront des solutions positives.

contre un monde en noir et blanc

Je serais personnellement partisan d'une synthèse qui nous rapprocherait des voies de l'autogestion socialiste, ou de ce qu'en Occident on appelle la « troisième voie ».

D'après la Pravda 15 novembre 1975 :

« Il faut souligner que le point de vue couramment répandu, selon lequel l'avocat est « au service » de son client et tenu de le défendre par tous les moyens, est fondamentalement erroné. Tout en défendant l'accusé de manière cohérente, respectueuse des principes et avec esprit de suite, l'avocat ne saurait porter atteinte aux intérêts de l'Etat et de la société. La Cour suprême a fait observer que, lorsque la loi l'indique, les tribunaux doivent ordonner des châtiments complémentaires : interdiction par exemple, pour les individus condamnés, d'occuper des postes dans les magasins, les restaurants, les services, ou les municipalités. » ■

D'après la Pravda 13 mai 1975 :

« Selon un règlement vieux de quatre ans, tout employé d'une entreprise donnée, ou d'un organisme qui s'y rattache, doit obtenir l'autorisation d'un représentant du ministère intéressé avant d'entreprendre un voyage d'affaires dans une autre région, ou une autorisation ministérielle proprement dite avant d'entreprendre un tel voyage dans une autre république. » ■

Par-delà nos divergences, un point d'accord fondamental : nous défendons les principes démocratiques et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Encore ce droit doit-il être librement exercé et non par le biais d'un referendum contrôlé par Moscou, sans défiance à l'endroit du prétendu « manque de maturité des minorités nationales » (1).

Nous combattons la pensée totalitaire sous toutes ses formes, l'intolérance où qu'elle soit. Nous nous élevons contre la conception d'un monde en noir et blanc, qu'on a voulu nous imposer, contre toute prétention à détenir des vérités définitives. Si tout va bien, nous nous retrouverons un jour dans des partis, des mouvements ou des tendances divers. Mais nous espérons bien ne pas oublier que nous avons besoin les uns des autres, et jamais nous ne cherchons à nous détruire mutuellement.

isoler les autoritaires

Il en va autrement des partisans du totalitarisme et de l'autoritarisme (2). Contre eux, nous pensons qu'il faut mener la lutte jusqu'à leur isolement complet. Certains, dans l'opposition, craignent que nous ne fassions figure de diviseurs ; mais cette division existe déjà ; elle remonte à la publication de la *Lettre aux dirigeants de l'Union soviétique* d'Alexandre Soljenitsyne, et du recueil *Sous les Décombres*, que suivit la réplique d'Andreï Sakharov. Ce qu'il faut aujourd'hui redouter ? Que ces divisions ne se répercutent dans les milieux les plus larges de la société soviétique. Nous redoutons une situation où il y aurait simplement passage du totalitarisme à l'autoritarisme. Nous en restons en effet convaincus :



dans une société développée, il est impossible de s'appuyer sur un régime autoritaire, sans que celui-ci ne devie rapidement vers le totalitarisme.

Et nous craignons plus encore que la rupture ne se fasse sur le terrain des nationalités. L'union soviétique se trouve actuellement dans une situation qui n'est pas sans rappeler celle des Etats-Unis. La propagande nationaliste y serait à peu près aussi dangereuse que pourrait l'être le développement d'une propagande nationaliste anglo-saxonne aux USA. Nous restons par ailleurs convaincus que le nationalisme, chez un peuple qui n'est pas directement opprimé par un autre mais se trouve au contraire en position dominante, ne peut s'exprimer que par le chauvinisme. Nous en voyons la confirmation dans les plus récentes publications de la tendance que représente la revue *Continent*.

Le plus grave à notre avis : actuellement, dans notre pays, les couches les plus déshéritées de la population urbaine, de larges masses de gens démoralisés, exaspérés par les difficultés de leur existence, sont en même temps politiquement incultes, donc perméables à la propagande nationaliste, surtout si elle émane de l'opposition. C'est cette propagande que Sakharov qualifie dans sa réponse à Soljenitsyne de « parallèle », dans la mesure où elle va dans le même sens que celle, grosse de dangers, que laisse officieusement se développer le pouvoir.

une polémique douloureuse mais nécessaire

C'est pourquoi Andreï Sakharov souligne que les idées de Soljenitsyne pourraient fort bien se retourner contre nous et engendrer une situation tragique. Voici pourquoi nous nous voyons contraints d'engager une polémique sans complaisance



Photo TS

contre l'opposition nationaliste à tendance autoritaire. Cette lutte a cela de pénible que nos contradicteurs s'abritent derrière l'autorité reconnue du grand Soljenitsyne : comme si lui-même avait à présent deux visages. C'est une situation sans précédent, et je serais personnellement tenté, quand j'évoque la charge explosive dont elle est porteuse, de prononcer le mot d'apocalyptique. Voici pourquoi nous avons pris la responsabilité de cette démarche peu unitaire, démarche que nous voudrions secondaire dans la lutte qui nous rassemble. Notre but essentiel est de diminuer les chances de voir le clivage réel, dont nous voulons faire reconnaître l'existence, engendrer des ruptures profondes aux conséquences dramatiques pour notre peuple. Cela dit, je le répète, nous faisons et ferons tout pour permettre l'élaboration d'une alternative positive et démocratique au système totalitaire que connaît aujourd'hui l'URSS, et qui reste lourd de menaces pour l'humanité toute entière.

V.B. ■

(1) Allusion à certaines réflexions de Soljenitsyne et de ses amis, méprisantes à l'endroit des nationalités orientales (NDLR).

(2) En faisant cette distinction entre totalitarisme et autoritarisme, l'auteur veut distinguer le pouvoir actuel, de l'idéologie paternaliste de Soljenitsyne et de ses amis que leur défiance envers les masses populaires conduit à souhaiter le maintien d'un pouvoir fort, quoique bien intentionné (NDLR).

D'après les Izvestia 22 octobre 1975 :

« Selon la procédure en vigueur pour le règlement des conflits du travail, toute entreprise possède une Commission pour le règlement de ces conflits, composée en parties égales de représentants des syndicats et de la direction. Les décisions de ces commissions ont force de loi. Pourtant de nombreux travailleurs ayant des motifs de mécontentement préfèrent soumettre les conflits du travail aux journaux plutôt qu'à leurs commissions paritaires. Faut-il conclure qu'ils ne connaissent pas l'existence de celles-ci, ou qu'ils n'ont pas confiance en leurs décisions ?

J'ai analysé 100 lettres adressées aux journaux concernant les conflits du travail. Pas une seule ne faisait allusion aux commissions d'arbitrage en question, bien que 60 de ces conflits aient été de leur ressort.

Un des aspects du problème : ces commissions se contentent d'examiner les conflits sans rechercher les causes profondes (par exemple, à l'usine de pneus de Voronège une affaire de primes non payées à causes de valves défectueuses est examinée : en réalité, c'est la qualité des pneus qui est défectueuse ; mais la commission invitée à se prononcer ne fait rien pour y remédier. » ■

l'opposition : ses courants

Les dissidents émigrés regroupés autour de la revue *Continent* et de Soljenitsyne sont les mieux connus en Occident, où ils sont largement servis par les media. Leur influence en Union soviétique est beaucoup moins grande. Souvent caractérisé comme slavisant, religieux et réactionnaire, ce courant s'inscrit aussi dans le cadre de la lutte contre la bombe atomique et pour la défense de l'écologie.

Soljenitsyne en a formulé le programme minimum dès 1973 ; en voici les grandes lignes : renoncer au « cosmos » pour un siècle et au travail obligatoire des femmes (1), mettre fin

à la répression, permettre à tous les courants idéologiques de s'exprimer, rendre à l'art sa liberté. A la veille de son expulsion d'URSS, dans un appel passionné à l'opinion de son pays, il

s'efforçait de lancer une campagne contre le mensonge et la violence.

Il n'a en revanche jamais prêté beaucoup d'attention aux revendications nationales, peut-être du fait que, Russe lui-même, il ne les ressent pas directement, mais partage au contraire certains préjugés qu'il lui arrive de laisser percer.

Andréi Sakharov, physicien, l'un des créateurs de la bombe atomique soviétique, est probablement celui des opposants qui trouve l'audience personnelle la plus large dans son pays. Il se proclame réformiste et libéral, ce qui n'est pas pour surprendre dans un pays qui a trop souffert pour accepter d'un cœur léger la perspective de violences nouvelles. En proposant un certain nombre de dénationalisations, l'un des premiers points de son programme, il vise deux objectifs : en premier lieu, permettre le développement de services qui actuellement n'existent pas ou fonctionnent très mal et de la production des articles de large consommation dont la pénurie se fait toujours sentir ; en second lieu, il y voit un moyen pour ses compatriotes de réapprendre la démocratie, car, écrit-il : « Une chose est indubitable : la nationalisation complète de tous les moyens de production, le régime du Parti unique, la violation de la liberté d'opinion débouchent inévitablement sur le totalitarisme ».

Son programme comprend 10 points visant la fin de la répression, l'exercice des droits démocratiques (de grève, de réunion, etc.). Au contraire de Soljenitsyne, qui passe la chose sous silence, il réclame « le droit de sécession des républiques fédérées, (point 10) et fait plus particulièrement mention de l'abolition « des privilèges de la nomenclature ». Par ce terme — d'usage courant — il faut entendre la liste des cadres du Parti à tous les échelons, avec leur qualification et leur carrière, justifiant leur rôle dans l'appareil. « L'appartenance à la nomenclature, écrit Sakharov, est en fait inaliénable, et ces derniers temps, elle devient héréditaire... ». Bien entendu, il insiste sur le droit de libre déplacement, à l'intérieur comme à l'étranger, et dénonce la militarisation de l'économie ; il s'attaque également aux problèmes du désarmement.

Les nationalistes des peuples minoritaires. Il y en a autant qu'il y a de nationalités car ils sont menacés par la russification. Leur programme



va de l'autonomie à l'indépendance ; ils bénéficient d'une vaste audience. Ils sont durement atteints par la répression. Les mouvements les plus importants sont ceux des Ukrainiens et des Baltes — la résistance de ces derniers étant renforcée par la différence d'appartenance religieuse (catholique pour les Lituanais, luthérienne pour les Lettons et les Estoniens).

Les croyants sont eux aussi durement frappés, les catholiques et les juifs en raison de leurs attaches extérieures, les adhérents des différentes sectes séparés des autres dans les camps. Leur audience est considérable. La déception et le désespoir renforcent les tendances religieuses d'une partie considérable de la population.

Le courant de gauche. Malgré nos affinités avec lui, nous l'évoquons brièvement, parce que nous donnons ici la parole à l'un de ses représentants, Vadim Belotserkovski, et parce que jusqu'ici il s'est peu exprimé à l'exception des livres et thèses publiés par Roy Medvedev, pour qui l'on ne saurait guère espérer de changement profond qui ne parte pas du sein de l'appareil lui-même, ceci en raison de la dépolitisation de la majorité de la population soviétique. Cette thèse est exposée dans sa contribution au livre débat sur l'URSS publié en France par les éditions Syros, avec une contribution de Leonid Pliouchtch qui a peu de foi dans les réformateurs à l'intérieur du PCUS et verrait volontiers en eux les porte-parole des technocrates.

Le courant plus *proprement autogestionnaire*, qui s'appuie sur l'expérience du « Printemps de Prague » vient de se présenter dans un ouvrage en russe publié à Paris.

Tous les autres enfin, car la liste en est inépuisable...

J.B. ■

(1) Par une augmentation des salaires ou tout autre procédé du même ordre ; si les femmes soviétiques n'ont pas le choix, c'est en effet que l'on ne saurait faire vivre une famille d'un seul salaire. Les conditions matérielles très dures font d'ailleurs que nombre d'entre-elles souhaiteraient cette solution.

profil

Un continent : Presque les dimensions de l'Afrique tout entière : 5 000 km du Nord (80° de latitude), au Sud (37° de latitude Nord).

Superficie : 22 402 200 km², 1/7 des terres émergées, dont 17 584 300 km² en Asie.

Population : 252 000 000 habitants, dont 152 000 000 dans les villes, 102 000 000 dans les campagnes.

Plus de cent nationalités diverses (dont les Juifs, les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, dépourvus de territoire ou privés de celui-ci du temps de Staline), etc.

Des zones de végétation qui vont de la toundra du grand Nord au désert de Karakoum, en passant par les terres noires, le « tchernoziom » d'antan, célèbre pour sa fertilité, l'Ukraine, la Moldavie, les « kolkhozes millionnaires » des régions cotonnières de l'Ouzbékistan, etc.

Des richesses minières gigantesques, dont une bonne partie, encore inexploitée, se trouve en Sibérie.



Photo Henry Cartier-Bresson

entre nous pour vous

le fond du problème

texte A

Pour aborder au fond les problèmes qui se posent au Parti et l'agitent actuellement, nos débats doivent être menés — autant que possible ! — sans ces arrières-pensées et ces procès d'intention qui ne peuvent que les obscurcir et en déformer les résultats.

Notre première tâche est d'analyser la situation — la situation telle qu'elle est et non pas telle que nous pourrions la rêver — en écartant le raccourci magique qui part de la crise (mondiale) du capitalisme (en pleine décomposition) et aboutit à l'inéluctabilité de la révolution socialiste.

En visant moins haut, en s'attachant modestement à étudier ce qui se passe autour de nous, on peut constater que la crise économique provoque en France un double phénomène : un accroissement constant du potentiel électoral de la gauche, et un relatif attentisme des masses populaires, acculées bien souvent à la défensive par la menace du chômage et la répression patronale. L'union de la gauche bénéficie de la montée

générale du mécontentement ; celui-ci ne se traduit pas encore par le développement d'un mouvement de masse qui tout à la fois soutiendrait les partis ouvriers et leur imposerait ses propres objectifs. Tout se passe au contraire comme si les travailleurs voyaient dans l'accès de la gauche au gouvernement le seul moyen de débloquent la situation sociale et économique et de permettre la contre-offensive

Les limites actuelles du mouvement social, le caractère envahissant de « l'horizon 1978 » expliquent la polarisation politique d'une majorité de travailleurs, et même des militants ouvriers parmi les plus combattifs, autour des partis du Programme commun. Sans même se faire d'illusions sur la volonté de ceux-ci de bouleverser la société, les travailleurs suivent les réformistes parce qu'ils leurs paraissent offrir la seule issue possible.

Nous savons tous que cette situation met les révolutionnaires en difficulté, les place dans une position d'isolement et d'attente inconfortable. Il faut savoir faire face à cette difficulté, et préparer activement cette fameuse issue et ses lendemains.

Comment y répondre : pour parler sans fioritures, les camarades des deux tendances minoritaires nous offrent des recettes éprouvées — éprouvées par les échecs répétés que des orientations comparables ont provoqués dans le passé.

Ces recettes mettent en œuvre des moyens différents, mais aboutissent au même résultat prévisible. Le repli sur soi : voilà la panacée. Puisque nous sommes isolés, isolons-nous davantage !

Le texte C, qui part d'une curieuse inversion de l'analyse (ce serait, non pas la situation d'ensemble, les don-

nées actuellement défavorables de la lutte des classes, mais la seule orientation de la direction du Parti qui expliquerait nos difficultés), nous propose deux solutions : l'immersion dans les luttes, la réflexion théorique. Deux objectifs importants, mais qui ne feront pas avancer d'un poil les travailleurs vers la conquête du pouvoir s'ils ne s'inscrivent pas dans une stratégie politique. Si le PSU se cantonne dans ce double rôle du « Comité national de soutien aux luttes » et du « Bureau d'Etudes Théoriques », s'il élude ainsi le problème de la confrontation avec le réformisme sur le terrain, il est condamné à la régression et à l'impuissance.

Le texte B nous dit : isolons-nous à plusieurs, en regroupant tout ce qui, dans l'extrême gauche, évolue un tant soit peu hors des impasses sectaires traditionnelles. C'est la nième version du « Tiens, au fait, si on construisait le parti révolutionnaire ? » Mais il ne s'agit pas de construire une nouvelle boutique à partir du PSU et des militants « avancés » issus du trotskisme. Toute limitation du rassemblement autogestionnaire à un noyau dur de convaincus (dotés de surcroît d'orientations stratégiques et tactiques fort divergentes) ne pourrait aboutir qu'à un rassemblement étriqué coupé des larges secteurs militants qui ont une pratique et des aspirations autogestionnaires mais subissent encore l'emprise de la « crédibilité » réformiste, ou oscillent sans pouvoir choisir. Car c'est précisément avec ces secteurs que les militants révolutionnaires et autogestionnaires (dont ceux du PSU) pourront construire un vrai parti ouvrier autogestionnaire et révolutionnaire, quand les atteroiements et l'insuffisance congénitale du réformisme auront accéléré leur prise de conscience. Et c'est bien pourquoi la coordination des militants et des forces autogestionnaires doit prendre aujourd'hui la forme la plus souple et la plus ouverte possible, et non celle d'une marche forcée vers le parti des convaincus.

Outre cette préoccupation fondamentale, et en étroite liaison avec elle, le parti doit se présenter aux travailleurs comme une force engagée dans la bataille unitaire et leur proposant des objectifs réellement alternatifs à la domination capitaliste. Sa politique doit allier le développement de la tactique unitaire à l'affirmation de son indépendance complète et de la voie originale qu'il propose. Il doit rechercher toutes les possibilités d'action commune affaiblissant la droite et créant les conditions de la mobilisation populaire, cette recherche n'implique nullement un ralliement au Programme commun. Bien au contraire, elle est incompatible avec cette solution désespérée et liquidatrice. C'est en restant nous-mêmes, en proposant nos propres solutions, en approfondissant notre critique de la stratégie et du Programme réformiste (mais devant les masses, et non dans notre tour d'ivoire !), en conjuguant la volonté unitaire et la liberté d'expression la plus totale que nous pourrions pleinement jouer notre rôle : ni spectateurs, ni otages — révolutionnaires tout simplement.

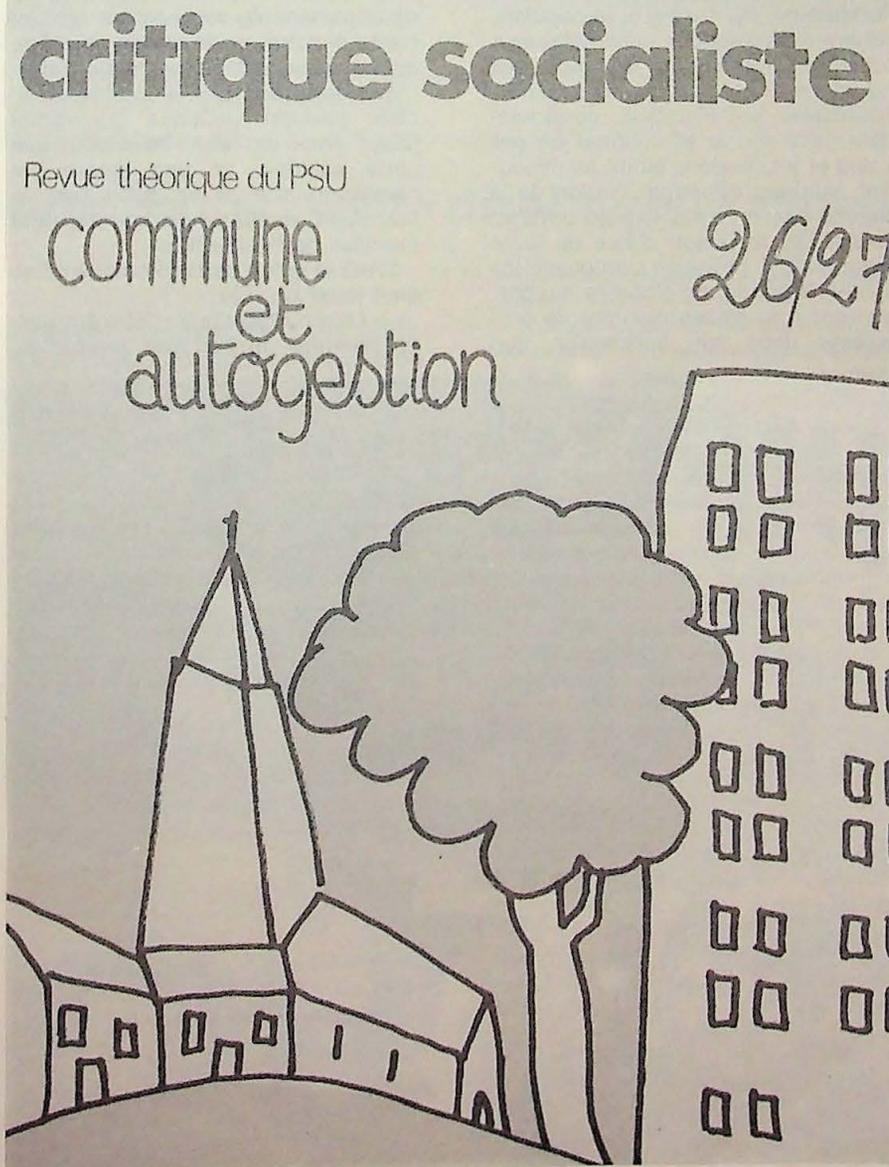
François TURQUAN ■

CRITIQUE SOCIALISTE, revue théorique du PSU est à l'heure de la commune et de l'autogestion : un document essentiel !

Au sommaire :

- « Histoire politique de l'institution communale », par François Dalbert et Jacques Sallois.
- « Que faire à Paris, que faire de Paris ? », par Claude Bourdet.
- « Louviers sur la route de l'autogestion ? » (Bonnes feuilles).
- « Les contraintes financières imposées aux communes », par Victor Aladeu.
- « Femme exclue, femme alibi », par Huguette Bouchardeau.
- « Les commissions de Mordores », par Bernard Ravenel.
- « Les problèmes municipaux vus par des élus PSU » : de Morlaix (Roger Prat et Michel Morzin), de Saint-Brieuc (Jacques Gallaupe), de Coupvray (Bernard Castagner).
- « Le budget communal » : quelques renseignements précieux, par Bernard Castagner.
- « La ville et l'état capitaliste, gestion de l'espace », par François Desmoulins.
- « Les propositions du PSU ».

Critique socialiste, octobre, novembre, décembre 1976, 160 p., 20 F ; en vente aux Editions Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, CCP Paris 19 706 28 ; abonnement : 6 numéros, 50 F.



questions et réponses

texte B

Le débat, bien rapide, qui précède la tenue de notre X^e Congrès, a vu fleurir toutes sortes de caractérisations et d'analyses des positions en présence. Dans notre tribune précédente (cf. TS N° 725) nous nous sommes efforcés d'analyser la politique préconisée par le courant A, à partir de ses propres documents et pratiques.

Par contre la polémique lancée contre notre courant s'est faite soit sur le mode de la caricature, soit sur celui pur et simple du haro contre les « saboteurs » du parti. C'est à ces accusations qu'il faut maintenant répondre afin, qu'au minimum, chacun saisisse où sont, *réellement*, les divergences.

Première affirmation : La stratégie de la tendance B se résume en ceci : « Les réformistes au gouvernement, les révolutionnaires dans la rue ».

Deuxième affirmation : L'objectif de la tendance B c'est la construction « tout de suite "du" parti révolutionnaire »...

Troisième affirmation : ...En réalité, c'est la fusion avec la LCR.

Quatrième affirmation : sur la question du fonctionnement du parti le courant B se réduit à proposer des modifications techniques.

Chacune de ces affirmations mériterait une réponse développée. Avant d'y répondre succinctement il faut pourtant poser un préalable.

L'objectif de notre tendance est de réorienter le parti dans son ensemble, dans le sens de ce qu'il a représenté, particulièrement depuis Mai 68 : un parti socialiste révolutionnaire combattant les variantes stalinienne et social-démocrate du

réformisme, en s'appuyant sur les travailleurs les plus combattifs. Un parti prêt à se dépasser lui-même, dans un regroupement politique des révolutionnaires autogestionnaires, afin de créer l'alternative indispensable capable, aux moments décisifs, de jouer un rôle dans la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est cela qui détermine nos propositions et les moyens que nous nous sommes donnés pour les faire débattre.

le point de passage

Les luttes, avons-nous dit, ne donnent pas la réponse à tous les problèmes posés par la période. Une stratégie qui ne se baserait que sur l'animation, le soutien et la popularisation des combats « exemplaires », reflèterait forcément, le cours que prennent ces luttes aujourd'hui : attentisme pré-électoral, contradiction entre forme et contenu de ces luttes et les illusions quant au débouché politique offert par l'union de la gauche ; dans ce cas le parti perdrait ce qui fait la raison d'être de toute organisation politique : proposer les solutions politiques globales qui permettent à la classe ouvrière de progresser dans son autonomie, son

unité et sa volonté consciente de briser l'appareil d'Etat bourgeois.

Ceci les camarades du courant A le comprennent. Mais à leur(s) manière(s) : le gouvernement de l'union de la gauche est un point de passage obligé.

Nous sommes partis dans notre document d'une préoccupation similaire, car il est vrai qu'il n'y a pas continuité linéaire entre une grève dure avec occupation par exemple et la prise du pouvoir. Il faut une orientation politique capable d'assurer la transition entre les luttes immédiates et la prise du pouvoir. S'en remettre au « les réformistes au gouvernement, les révolutionnaires dans la rue » serait une absurdité. Mais en quoi, combattre pour une solution ouvrière au plan politique — ce que n'est ni par son programme, ni par sa composition, l'union de la gauche — est-elle une vue de l'esprit, qui se résumerait concrètement à cette formule lapidaire qu'on nous prête ? A moins évidemment que l'on pense que c'est une bataille perdue d'avance (dans ce cas soyons « réaliste ») et passons par l'infléchissement de l'union de la gauche, ce qu'il vaut mieux faire de l'intérieur — cf. le débat au sein de la majorité —) ou que l'on considère que le PC et le PS ne sont pas des partis ouvriers (comme le fait le courant C qui ne retient comme critère de définition que la composition sociologique).

Au contraire de ces deux dérives, nous partons du mouvement réel (et contradictoire) de la classe ouvrière, qui se reconnaît encore majoritairement dans ses partis traditionnels. Une solution politique transitoire passe donc par eux. Mais pour que cette solution ait une dynamique révolutionnaire, il ne suffit pas de mettre PC et PS au pied du mur à la manière de l'AJS-OCI.

C'est là qu'un parti comme le nôtre peut jouer un rôle :

— en proposant que l'unité des partis ouvriers ne soit pas limitée au

sommet mais qu'elle s'ancre dans des comités unitaires à la base ouverts à tous ;

— en combattant pour que cette unité se réalise contre tout compromis avec la bourgeoisie ou fractions bourgeoises ;

— en exigeant que cette unité se base sur les revendications de la classe ouvrière, et qu'elle combatte tout de suite pour leur satisfaction ;

— en renforçant le courant révolutionnaire en l'aidant à s'unifier sur des bases autogestionnaires.

quel parti ?

C'est là qu'intervient la question « du » parti révolutionnaire. Contrairement à d'autres camarades, nous n'avons pas la conception « du » parti révolutionnaire représentant la conscience de la classe ouvrière. Nous ne nous retrouverons plus jamais dans la situation de la Russie de 1917.

Par contre nous sommes persuadés que s'il peut y avoir processus révolutionnaire, il n'y aura pas victoire de la révolution sans l'émergence d'un (ou plusieurs) parti(s) de ce type.

À l'évidence, les « modèles » hérités du passé, ne correspondent ni au contenu nouveau (autogestionnaire) des luttes d'aujourd'hui, ni à la conscience accumulée de la classe ouvrière.

Définir ce qu'est un parti autogestionnaire n'est pas une tâche facile. Cela mériterait, comme l'avait décidé Amiens, un débat particulier. Les pré-occupations générales qui ont animé les rédacteurs du texte C, sur ce point, nous semble partageables par de nombreux militants de notre parti qui a le triste privilège de combiner dans son fonctionnement les aspects les plus néfastes des structures des organisations traditionnelles.

Mais le congrès n'abordera pas, malheureusement, les questions de fond, et nous nous sommes contentés dans cet esprit de faire quelques propositions précises minimum.

Mais la réflexion sur « quel parti pour l'autogestion » ne peut paralyser l'action immédiate pour créer les conditions de la formation d'un tel parti « intellectuel collectif ».

Nous n'avons pas la stupidité de penser, que sans une recomposition d'ensemble du mouvement ouvrier (qui passera par des crises et des ruptures) il est possible de construire « le » parti révolutionnaire. Ce qui est par contre nécessaire et possible aujourd'hui, c'est la constitution d'une force politique ayant une base de masse.

Et si cela peut, à un moment donné, passer par des rapprochements avec d'autres organisations ceux-ci ne seraient possibles et intéressants que s'ils sont le produit de propositions politiques plus larges visant à regrouper les travailleurs et militants de la gauche syndicale, des mouvements nationalitaires, écologiques, de femmes, du cadre de vie, etc.

C'est là le contenu concret d'une politique de rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion, tâche que le parti, aurait dû engager avec force depuis Orléans. Il n'est peut-être pas trop tard. ■



Photo Christian Weiss

quelle voie pour l'autogestion socialiste ?

texte C

Actuellement, si l'on observe l'évolution de la crise de restructuration capitaliste en France, ce qui frappe d'abord, c'est la crise d'autorité sans précédent subie par le pouvoir ; son inaptitude à proposer selon son rôle traditionnel des réponses en termes gouvernementaux. Les problèmes auxquels ce pouvoir essaie de faire face, tant sur le plan économique que politique, vu son incapacité à dégager un consensus, sont de plus en plus complexes, et sa marge de manœuvre ne cesse de se réduire.

De plus, il est confronté de façon croissante à un phénomène de résistance de la part de ceux à qui il prétend appliquer ses directives. Ceux qui exécutent, qui subissent les décisions tendent de plus en plus à remettre en cause la capacité et l'autorité de ceux qui veulent tout diriger, prétendent tout savoir : en un mot, les compétents. Une illustration frappante de cette situation est l'opposition sans cesse croissante que rencontre le « schéma nucléaire » ; vision d'une société hypercentralisée où « ceux qui savent » imposeront leur conception de l'avenir à ceux qui devront se contenter de subir et de se taire.

Face à ces difficultés accrues, l'union de la gauche tend à apparaître aux yeux de « l'opinion publique »

comme mieux capable d'apporter une réponse à la fois plus novatrice et sécurisante. L'alternative d'une autre majorité devient crédible même pour le pouvoir. Pourtant, au fur et à mesure que s'aggrave cette véritable crise de société, les réponses de la gauche « responsable » se font de plus en plus floues : les institutions seront respectées, la dictature du prolétariat abandonnée (même si le concept doit aujourd'hui être précisé). Les syndicats censés représenter les travailleurs hésitent à les appuyer dans leurs luttes : « Les syndicats sont prudents » (cf. *Le Figaro* du 4 janvier). Il semble que, sentant le pouvoir à portée de la main, les organisations qui soutiennent le Programme commun aient décidé d'organiser autour d'elles l'attentisme préélectoral.



Photo P. Lebrun

Si une victoire de l'union de la gauche paraît aujourd'hui possible, le PSU risque, comme c'est déjà le cas actuellement, de voir notamment deux écueils réduire à néant sa capacité d'intervenir et de se situer sur le terrain de la lutte des classes. La première erreur peut être le suivisme, ou même la non remise en cause de la pratique d'organisations de type PC, PS, se bornant à occuper (temporairement...) les appareils comme seule réponse aux aspirations des travailleurs à s'auto-organiser là où ils vivent et travaillent. Une deuxième faute consisterait (à supposer que nous en ayons encore les moyens) à adopter un « avant-gardisme » militant qui aurait pour résultat de parcelliser les luttes, de les couper de leur environnement social rendant ainsi impossible la construction de l'unité populaire.

Vu la difficulté d'éviter l'un ou l'autre travers, comment le parti peut-il se situer dans une telle conjoncture ? On peut tenter d'apporter une réponse en observant que le PSU a pu occasionnellement faire apparaître une alternative à celle consistant uniquement à occuper l'appareil d'Etat. Cette stratégie a consisté, à partir de luttes ouvrières menées sur les lieux de travail (du Joint français à Lip) à faire prendre en compte ces luttes et les associer à l'ensemble de la population tant sur le plan régional que national, de façon à faire apparaître un pouvoir populaire face au pouvoir patronal. Par ailleurs, le PSU s'est affirmé en prenant part à des luttes exprimant des préoccupations communes à des catégories sociales différentes (c'est le cas du mouvement

antinucléaire, du Larzac, des comités de soldats). Le PSU n'a de raison d'être que s'il intervient en fonction de réalités concrètes s'exprimant sur le terrain des luttes. Il lui est de toute façon impossible d'avoir un mode d'intervention analogue à des organisations comme le PC et le PS.

Actuellement, la volonté de ne pas esquiver le problème du pouvoir d'Etat nous a entraîné à entretenir des « rapports diplomatiques » avec ces organisations ; à limiter — en partie volontairement mais aussi par une dynamique que nous avons contribué à créer nous-mêmes — notre capacité d'exprimer ces réalités concrètes, d'en être partie prenante. Il y a lieu de s'interroger sur le non développement de perspectives ouvertes par des actions telles que le mouvement des comités de soldats : ce n'est pas l'action militante (considérable) qu'il faut ici mettre en cause mais l'absence d'autonomie du mouvement.

Ce n'est pas en privilégiant des négociations d'appareil avec des organisations hostiles à sa stratégie que le parti peut espérer faire apparaître l'alternative autogestionnaire. D'autre part, les structures du parti (dont la crise militante actuelle n'est que le reflet) sont inadéquates à son projet autogestionnaire. A cet égard aussi, le débat doit être ouvert et mené jusqu'au bout : il reste peu de temps pour agir et si aucun changement ne survient, le parti pour l'autogestion socialiste pourrait bien devenir un parti sans utilité.

Alain CLARET ■
XIII^e section Paris

« montre moi ton organisation, je te dirai quelle société tu veux créer »

texte C

Auto-organisation, autonomie, autodéfense, autogestion... Les pratiques et les idées issues de mai 68 ont été centrées sur une remise en cause radicale de la société qui s'appuie sur la démocratie directe, qui parte de la base. Cela contre une droite centraliste et bureaucratique mais aussi contre une gauche politicienne elle aussi jacobine et technocratique.

Ainsi le mouvement autogestionnaire a rompu d'une part avec une déviation marxiste qui a mené droit au goulag : le stalinisme. D'autre part, avec une social-démocratie véreuse symbolisée par Jules Moch, Guy Mollet ou G. Deferre. Puisant dans l'histoire du mouvement ouvrier français (de la Commune de Paris aux anarcho-syndicalistes du début du siècle), puisant dans les luttes anticoloniales (Algérie), et anti-impérialistes (Viêt-nam), puisant dans la révolution culturelle chinoise, puisant dans les pratiques de rupture de la nouvelle gauche occidentale (autoréduction en Italie, Women's lib américain...), nous voulons rompre définitivement avec le dogmatisme et le sectarisme.

tantes passent par Paris (voir la composition du Bureau national) ;

— où les intellectuels placés aux postes de pouvoir, grâce à leur savoir possèdent les cartes maîtresses en main ;

— où le fonctionnement d'une direction nationale puisse être comparé à un petit parlement (avec les mœurs politiques que cela comporte) ;

— où la théorie serve, après coup, à justifier les pratiques intérieures.

nous voulons

a) Nous voulons un parti qui ait comme but principal d'être au cœur de la classe ouvrière et qui défende, avant tout, les intérêts des exploités (femmes, ouvriers, colonisés de l'intérieur ;...). A ce titre nous pensons qu'il est urgent de créer un *secteur ouvrier et employé* digne de ce nom (l'institut ouvrier ?). Des assemblées

régionales ouvrières sont nécessaires.

b) Nous voulons un parti qui ait comme but son propre dépassement. Il y a au PSU un certain nombre d'adhérents. Autour du PSU, il y a dix fois plus de militants déçus ou désabusés par le parlementarisme et le sectarisme gauchiste (qu'importe la tendance !). Ces militants n'attendent qu'une chose : la création d'un ensemble (qu'importe le nom) où ils puissent confronter leurs expériences concrètes, dépasser l'esprit de chapelette et les a-priori théoriques, et surtout être une force assez nombreuse pour aller de l'avant. La tâche urgente est donc bien, en s'appuyant sur les victoires passées comme sur les erreurs (étudier le Secours rouge) de créer un pôle révolutionnaire autogestionnaire.

c) Il faut transformer l'outil PSU. Donner les responsabilités à ceux qui sont au cœur des luttes. Créer et renforcer les secteurs d'intervention, mais aussi développer les liaisons horizontales, les structures de base. Un exemple concret : la fédération bretonne du PSU a sa propre direction, ses AG, ses congrès, son journal et dix fois plus de démocratie que la Direction politique nationale ! Bref, les régions ont besoin d'autonomie (non d'indépendance !) Nous nous reconnaissons parfaitement dans les

propositions du texte C sur les structures.

d) Enfin, face à des dirigeants du texte A qui louvoient (un coup de barre à droite, un coup à gauche) et payent le prix de leurs propres erreurs (exemple : ceux qui ont au sommet décidé l'entrée de l'AMR au PSU sont ceux qui, aujourd'hui, la rejette le plus !), face à des doctrinaires, beaucoup trop agressifs et excités pour certains, du texte B, nous pensons que le PSU dans toutes ses composantes (gauche syndicale, antistalinien exclus du PCF, gauche chrétienne, et nouvelle gauche issue de 68), doit avancer globalement et ensemble. Les deux axes du PSU sont aujourd'hui le soutien critique à l'union de la gauche et la création d'un pôle autogestionnaire autonome.

Un débat large est primordial pour établir une véritable démocratie à l'intérieur du parti (y compris au sommet). Il faut impulser des débats commune par commune, pays par pays, afin que neuf ans après 68, nous quittons le temps des querelles fratricides et suicidaires engendrées par la concentration (parisienne) du pouvoir.

Catherine LE BARON,
Michel GUILLET,
Marc PETIT ■

nous ne voulons pas

Nous ne voulons pas d'une organisation
— où toutes les décisions impor-

et pourtant elle tourne...

les « hommes neufs » du président Carter

On disait çà et là aux Etats-Unis, avant que le nouveau président ne l'emporte sur Gérald Ford, que « si Jimmy Carter est élu, la présidence sera une affaire de famille ». Ce sera en effet une affaire de famille. Non pas tellement à cause de son « entourage géorgien » — Kennedy avait bien ses Irlandais, Nixon ses Californiens —, qu'en raison du « staff » qu'il s'est constitué et de l'équipe gouvernementale qui, à partir du 20 janvier, présidera aux destinées de l'Union.

Le « mystère » Carter est donc désormais éclairci. On s'interrogeait encore voici peu sur les surprises possibles que ce planteur qu'on disait tout droit venu du « deep south » — le sud profond — des Etats-Unis pourrait bien réserver à une Amérique conquise par le style populiste de la campagne et soulagée d'avoir élu enfin un homme étranger au monde du business. Washington a désormais, en plus de ses Géorgiens, son lot d'« hommes nouveaux » : dix-sept des principaux collaborateurs du Pré-

sident totalisent quatre-vingt-huit années dans les cabinets ministériels (1), ceux des administrations Kennedy, Johnson, Nixon. C'est dire... Quant au nouveau style il est tout trouvé : ce sera celui des managers. Bref, le style bon enfant a vécu, Jimmy Carter s'est « assagi ». Au temps des promesses vagues et des enthousiasmes de commande du candidat succède manifestement le réalisme froid des conseils d'administration.

On le savait, le réalisme en toute

occasion, c'est ce que prône la fameuse « Trilateral commission (2) » (Commission trilatérale) à laquelle appartient, comme membre « très actif », dit-on, Jimmy Carter depuis 1973. C'est d'ailleurs en 1973, plus exactement en juillet 1973, que la « Trilatérale » est officiellement créée par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank. La commission se veut une « société de pensée ». C'est ainsi du moins que Jacques Chirac la définissait à l'occasion d'un dîner qu'il offrait à ses membres en 1975 (la France y est représentée par des personnalités telles que « le professeur Raymond Barre », Paul De-louvrier, président de l'EDF, Jacques de Fouchier, président de la Banque de Paris et des Pays-Bas, ou encore Michel Debatisse, responsable de la FNSEA (Fédération nationale des Syndicats d'exploitants agricoles). Tous les dossiers publiés jusqu'ici sous le titre générique de « Documents du Triangle » montrent à l'évidence quelles sont les préoccupations majeures de cette société réunissant industriels, financiers et universitaires, qu'il s'agisse du système monétaire, du dialogue Nord-Sud, ou des problèmes de l'énergie par exemple.

Nul doute que Carter et son équipe s'inspireront des grandes orientations suggérées par cette « nouvelle multinationale ». Jusqu'à quel point ?

C'est ce que nous verrons. Toujours est-il qu'au moins cinq membres de l'équipe — et non des moindres — y sont affiliés. A commencer par M. Cyrus Vance, 59 ans, avocat d'affaires, ancien de l'administration Johnson, qui succède à H. Kissinger comme « globe-trotter » à la tête du département d'Etat. Quant au nouveau secrétaire au Trésor, Michael Blumenthal, 51 ans, ancien P.-D.G. de Bendix international, on connaît son attachement à défendre les intérêts américains. L'ancien chef de la délégation américaine aux négociations tarifaires du *Kennedy Round* (3) se révélera d'autant plus ferme aujourd'hui qu'il devra tenir très largement compte de l'avis des syndicats. Et ces derniers se montreront d'autant plus sourcilieux qu'ils ont contribué pour une large part au succès du candidat Carter. Dès la fin de janvier, la reprise des négociations dans le cadre du *Tokio Round* vont se traduire par une offensive américaine. En effet, le déficit de la balance commerciale des Etats-Unis est tel que ces derniers devront tenter de le réduire. Le début du contingentement des importations d'acier, notamment en provenance des pays de l'Europe occidentale, a inauguré déjà une politique protectionniste qui devra se doubler inévitablement d'autres mesures.

Reste la tâche propre à James Schlesinger, promu « conseiller en matière énergétique », poste nouvellement créé et qui tend à prouver tout l'intérêt que les Américains vont accorder désormais à ces problèmes. Le « conseiller à l'énergie » du Président Carter se voit investi d'une mission d'autant plus difficile que sa nomination survient au moment même où le front de l'OPEP (Organisation des Pays exportateurs de Pétrole) traverse la crise que l'on connaît. S'agissant du pétrole proche-oriental, par exemple, James Rodney Schlesinger a, depuis l'époque où il était secrétaire à la Défense, des idées de nature à faire réfléchir certains Etats arabes enclins à menacer certains pays occidentaux d'embargo ou à pratiquer la rétention. Mais il a également d'autres atouts : par exemple la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Il n'est pas invraisemblable qu'après avoir surarmé Téhéran, les Etats-Unis, cédant aux sollicitations réitérées de Riyad, procurent au Cheikh Yamani les armes dont il a besoin pour dissuader l'armée impériale iranienne d'exercer sur la région une tutelle jugée aujourd'hui trop encombrante.

On le voit, l'équipe qui, jeudi, entrera en fonction au cours de la traditionnelle cérémonie devant le Capitole de Washington, aura à s'acquitter d'une tâche dont le moins qu'on puisse dire est que le contenu de la campagne électorale, à usage, il est vrai, purement interne, n'a donné qu'une faible idée !

José SANCHEZ ■



Jimmy Carter. A ses côtés, Walter Mondlane, vice-président des Etats-Unis.

(1) Selon le Washington Post.
(2) Ainsi appelée parce qu'elle regroupe les Etats-Unis, le Japon et les pays d'Europe occidentale.
(3) Négociations sur l'abaissement des tarifs douaniers internationaux (1964-1967).

Radom, Ursus, Prague, Moscou : l'opposition sort de l'ombre

Les années 1976-1977 resteront probablement dans l'histoire comme des années charnières : d'une part les PC occidentaux ont radicalement modifié leur attitude envers l'URSS et les pays se réclamant du socialisme, d'autre part, dans ces pays mêmes, l'opposition a pris conscience d'elle-même, et s'affirme ; et ce, sans qu'il y ait, comme en 1968, d'encouragements venus d'en haut, avec un niveau de conscience supérieur à celui des mouvements de 1956, ou 1970 ; car, cette fois, il ne s'agit plus d'actions anonymes ou locales, mais bien des premiers pas d'une longue évolution.

Hier préventive et offensive, la répression y devient réplique à un mouvement dont l'aile publique s'affiche, organise la défense de ceux qui sont frappés, et gagne la confiance des masses, forçant ainsi les portes de l'information internationale.

la charte 77

En Tchécoslovaquie, l'on croyait assoupi l'esprit du « Printemps de Prague », et ses héritiers domptés par une normalisation, d'autant plus difficile à combattre que l'aspect pénal y tient relativement peu de place, par rapport aux pressions quotidiennes que subit chaque citoyen dans sa vie professionnelle, et qui mettent constamment en danger son pain quotidien et l'avenir de ses enfants. Mais voici qu'ouvertement, se crée un mouvement d'opposition, la Charte 77, laquelle porte d'ores et déjà les noms de plus de 280 personnalités. Parmi elles, outre les écrivains les plus connus du pays, des militants politiques, dont certains sortent à peine de prison, des hommes parmi les initiateurs du « Printemps ». Et, fait remarquable, plusieurs dizaines d'authentiques représentants du prolétariat tchécoslovaque.

En Pologne après les puissants mouvements ouvriers de juin dernier contre la hausse des prix, qui contraignirent les dirigeants à faire machine arrière, les poursuites n'ont pas cessé contre les travailleurs de Radom, d'Ursus, et contre ceux qui dans d'autres villes leur ont apporté leur soutien, ou même ont suivi leur exemple. Ainsi, selon les données officiellement fournies par les usines d'Ursus, 500 travailleurs ont été renvoyés dans le cadre des mesures de répression. A Radom, l'on connaît à ce jour 292 cas d'arrestations et de renvois. A Lodz, des grèves ont éclaté le 25 juin : environ 300 travailleurs ont été licenciés. A Nowy Targ, ville minière proche de Cracovie, une grève avait éclaté le 29 juin, pour protester contre les fausses informations parues dans la presse ; 250 ouvriers ont été licenciés, 50 ont été réintégrés. Le « Comité de Défense des Ouvriers » s'est ouvertement formé pour « porter une aide judiciaire, médicale et financière aux participants des événements du mois de

juin qui sont poursuivis ». Il a obtenu des résultats tangibles : des travailleurs acquittés ou réintégrés, encore que dans une faible proportion, et souvent à des postes inférieurs à ceux qu'ils occupaient précédemment. L'audience du Comité tient à la volonté de solidarité largement répandue dans la population ; elle tient aussi à ce qu'il n'a pas surgi du néant. Lors des débats sur la nouvelle constitution (de janvier à mai 1976) des pétitions avaient circulé dans les universités contre les deux articles qui avaient pour objet d'institutionna-

liser l'alliance avec l'URSS, et le rôle dirigeant du Parti Ouvrier de Pologne. Le gouvernement avait dû reculer et en atténuer la portée.

Aujourd'hui, donc, est enclenché le cycle répression-protestation-répression. Et c'est un événement politique majeur. Car cela veut dire que les victimes ne s'inclinent plus, et qu'il faut compter avec la rébellion possible.

Ainsi s'expliquent aussi, en URSS, les provocations qui s'y succèdent pour discréditer des dissidents (ils entendent désormais qu'on les désigne comme des résistants) que l'on ne parvient plus à faire taire.

une opposition ouverte

En d'autres termes, il y a désormais dans les pays de l'Est une opposition ouverte, et qui, au moins en Tchécoslovaquie et en Pologne, s'organise : le « Comité polonais de défense des ouvriers » a réussi à collecter durant le seul mois de décembre un million et demi de zlotys dans l'ensemble du pays (1). Et à Prague, les signataires de la Charte 77, s'ils se défendent de proposer un programme de réformes politiques ou sociales n'en affirment pas moins vouloir mener « un dialogue constructif avec le pouvoir politique et l'Etat, notamment en attirant l'attention sur les différents cas concrets de violation des droits de l'homme et du citoyen, en proposant

des solutions, en faisant diverses propositions plus générales, tendant à approfondir ces droits et leurs garanties, etc.

Les uns comme les autres se saisissent de l'occasion que leur offre la réunion, l'été prochain à Belgrade, des signataires des accords d'Helsinki.

Tous placent la gauche occidentale, et plus particulièrement la gauche française, devant une situation à laquelle elle est encore mal préparée. L'étape de la protestation contre les atteintes aux libertés, la répression psychiatrique, les contraintes les plus visibles, ne va pas tarder à être dépassée ; il va falloir compter avec des mouvements et des programmes politiques sans précédent, parce que répondant à un état de fait qui l'est aussi : la lutte démocratique, désormais engagée contre un régime anticapitaliste, où la propriété privée des moyens de production a été abolie, et que le mouvement ouvrier occidental s'était habitué à identifier avec la réalisation de ses propres revendications, va contraindre ce dernier à de difficiles réévaluations.

Invitée à Helsinki pour l'anniversaire de la signature des accords, en septembre dernier, la délégation du PSU y faisait connaître l'inquiétude qui est la nôtre lorsque nous constatons que « la détente issue d'Helsinki ne s'est pas traduite par un approfondissement de la démocratie socialiste ». Nous ne séparons pas, disait notre délégation, notre conception de la coexistence pacifique de notre projet politique fondé sur l'autogestion. Telle est aujourd'hui la voie d'une solidarité qui ne peut plus que procéder d'un esprit authentiquement — et politiquement — internationaliste, ou ne pas être.

Jeanne BRUNSCHWIG ■

(1) Un « Comité français de solidarité avec les travailleurs polonais » a été fondé à l'automne dernier. Il a son siège aux Cahiers du Cinéma, 9, passage Boule-Blanche 75012 Paris. Il a déjà collecté des fonds pour la solidarité avec les victimes de la répression. Voici son CCP : Jean-François JEZEQUEL 3286166K La Source.



vient de paraître

PSU Documentation

sur les secteurs d'intervention



PSU DOCUMENTATION

la parole à

Simone Signoret : « maintenant »

« la nostalgie n'est plus ce qu'elle était »

T.S. : La formule que vous avez utilisée pour le titre de votre livre est extrêmement belle. D'où vient-elle ?

Simone Signoret : « La nostalgie n'est plus ce qu'elle était » c'est le plus beau graffiti du monde... vu par un de mes amis sur un mur de New-York. Et lorsque, nous cherchions, en

inconnus qui ont la même mémoire, les mêmes souvenirs.

T.S. : On a souvent l'impression que pour la génération d'intellectuels à laquelle vous appartenez, Yves Montand et vous-même, il n'y avait que peu d'espoir, notamment quand vous racontez votre

La nostalgie n'est plus ce qu'elle était. Beau titre pour un beau livre (1). L'auteur : une comédienne, critique mais sans affectation, engagée sans être membre d'aucune organisation politique. C'est Simone Signoret. TS l'a rencontrée. Yves Montand était là, auditeur attentif qui, s'il prit parfois part à la conversation, préféra nous donner

le Parti communiste français ne le fustigerait plus comme il l'avait fustigé... Et puis, effectivement, le film passant à la télévision, a été très exactement — je ne dirais pas récupéré — mais un peu quand même, par les communistes qui ont révisé leur jugement par rapport au film, six ans après sa réalisation.

Mais mon livre n'arrête pas de dire que nous ne sommes pas de fins politiques, des fans de Marx ! Il y a trois cent soixante-dix pages dans lesquelles je me suis efforcée de nous définir en tant qu'individus qui vivent une très bonne vie, parce qu'ils ont la joie, le bonheur et la chance extraordinaire de faire la chose qu'ils aiment le mieux au monde et à en vivre très bien. Mais cela ne fait pas nécessairement de nous des « légumes » qui ne voient pas ce qui se passe autour d'eux.

T.S. : Nous posions cette question, non pas en vous demandant d'être des exécutés de Marx, mais pour préciser vous situer par rapport au militantisme. D'autre part, nous souhaiterions évoquer d'autres questions que celles que nous a inspiré votre livre, notamment à propos des *Dossiers de l'écran* consacrés à *L'Aveu* ou encore la grève des artistes.

S.S. : Par rapport au militantisme, les réponses sont dans le livre... A propos de 56, je crois que j'y réponds aussi... En ce qui concerne la grève des artistes, je suis gréviste moi-même et je sais que c'est très dur pour tout le monde. Pour moi, ce n'est pas dur sur le plan matériel, car je n'attends pas après cela pour manger ; il y en a d'autres qui font la grève et chez qui cela crée des problèmes vitaux de nourriture, de loyer, de notes de gaz, d'électricité, de fournitures scolaires pour leurs enfants — sans tomber dans la démagogie —. Or moi, je fais la grève, cela me coûte énormément sur le plan de mon programme de travail... tout est chamboulé, je suis immobilisée. Mais je suis aussi très étonnée, épatée, admirative de la fermeté et du courage de ceux qui continuent à faire cette grève. En plus, cette grève ne se fait pas uniquement pour des histoires de sous, mais aussi à propos d'autre chose qui touche très profondément à la culture du pays.

C'est vrai que si l'on continue à abreuer les petits Français de séries américaines doublées, où tout le monde se tire des coups de pistolets partout et où la musique, l'ameublement, tout l'environnement... est quelque chose de complètement étranger, devient quelque chose que l'on consomme tous les jours... je trouve cela dangereux. C'est l'exportation de « l'américan way of life ».

Mais je me rappelle que, lorsque j'étais petite, il y avait des albums qui s'appelaient *Bicot et Suzy et Bicot et sa bande*.

C'est très sérieux, car il n'y a pas tellement longtemps, j'ai pensé que ces bandes dessinées présentaient aux enfants français des choses qui étaient complètement étrangères à ce que l'on voit tous les jours. Finalement, les blocs de briques rouges tirées au cordeau — qui sont ceux de Brooklyn —, le flic qui était un bobbié ou un policeman, les ameublements des maisons... étaient des choses complètement étrangères à notre vie de petits enfants... et que nous les absorbions !

Il faut devenir un peu mûrs (et pas encore gâteaux) pour s'apercevoir que *Bicot, Suzy et les Rantanplans...* ce n'étaient rien de ce qui ressemblait à Neuilly-sur-Seine et pourtant, Suzy, c'était la grande sœur... Le papa, je le vois très bien, c'était l'archétype du fonctionnaire des chemins de fer que l'on voit dans les westerns. On le prenait, on le mangeait !

T.S. : Dans le livre, il y a autre chose qui intéressera certainement beaucoup nos lectrices. A propos du couple, vous dites : « l'homme en vieillissant mûrit et la femme vieillit ». On a l'impression que vous écrivez de manière désabusée.

S.S. : Non, pas désabusée. Lucide ! Regardez-moi, regardez-le (Yves Montand) et vous comprendrez très bien ce que j'ai voulu dire... ! Je croyais que vous alliez me dire que

famille un titre pour mon livre, je me suis tout d'un coup rappelé qu'un jour, alors que je parlais de New-York, j'ai évoqué ce graffiti : c'est pourquoi je l'ai choisi comme titre.

T.S. : La dernière phrase de votre livre est également frappante et très belle : « Raconter une vie, c'est plus ou moins usurper la mémoire des autres. La mémoire n'est jamais tout à fait partagée »...

S.S. : Si cette phrase vient justement à la fin du livre, c'est une réflexion sur le droit qu'on a d'écrire, et par conséquent de raconter les autres. C'est une réflexion finale sur : est-ce que c'est bien honnête, est-ce que ce n'est pas du vol de se servir de ce que l'on a vécu avec d'autres, à travers d'autres. Quels commentaires peut-on faire sur cette phrase ? Elle est bien simplette... Il fallait bien le finir ce livre ! Et en le finissant, je me suis dit : « maintenant je suis seule avec moi. Est-ce que je ne vole rien à personne ? » Or j'ai sûrement volé des choses, à Montand, à des familiers, même à des

tourneé dans les pays de l'Est. A cet égard, pensez-vous que les temps aient réellement changé ?

S.S. : Je n'en sais strictement rien ! Par une espèce de prudence — plutôt de prémonition — au moment où je suis arrivée au chapitre 14, j'ai éprouvé le besoin de retourner au vrai dialogue enregistré avec Maurice Pons, à propos de *L'Aveu*. Je ne savais pas du tout, lorsque j'étais à Saint-Paul-de-Vence, en juillet/août, pour écrire cela (on se rappelle très bien les endroits où l'on était, on sait très bien comment était la chaise, le mur en face qui ne répond pas lorsque l'on cherche...). Pourquoi, est-ce qu'au moment d'attaquer le problème de *L'Aveu* j'ai, sans savoir du tout qu'un jour la télévision française allait passer ce film et sans savoir non plus si le film ressortirait, j'ai éprouvé le besoin de retourner à ce vrai dialogue qui se situait il y a maintenant plus de deux ans et demi, pour retrouver mes réponses à ces questions. Et pourquoi ai-je prévu, que, peut-être un jour, si le film ressortait,

que je suis seule avec moi... »

rendez-vous pour un autre entretien. C'est noté ! Aujourd'hui, c'est du livre de Simone dont il est question et du sens qu'elle donne à la vie. Avec le regard et la voix toujours présents de *Casque d'Or* ; à notre première question, elle lance un « mais commençons... rien ne s'y oppose, allez-y ! ».

vos lectrices me trouvent un peu démodée...

T.S. : Oui, le portrait que vous faites de votre mari, cela fait un peu désuet...

S.S. : C'est bien cela, je suis un peu démodée et j'en suis parfaitement consciente.

Yves Montand : Moi je trouve cela très joli quand elle dit « mon mari ».

S.S. : Je suis toujours très étonnée de n'être pas plus attaquée par les femmes. Il m'était absolument impossible de me mettre à la mode, faire plaisir à certaines catégories du MLF pour être dans le vent !

Je ne m'en sens pas le droit, étant donné le métier que je fais, qui est un métier dans lequel les femmes sont, quoi qu'on en dise, quelque légende qu'on puisse faire courir sur la façon dont on fait l'actrice, l'aliénation des femmes, ce n'est pas vrai. Moi je fais un métier dans lequel les femmes sont très aidées, très protégées, très pomponnées, très prises en charge (je ne parle pas des petites putes qui débutent, couchaient avec quatorze producteurs !), je parle des femmes qui font vraiment ce métier et qui le font depuis longtemps (ce qui est mon cas). Ces femmes n'ont pas le droit — moi je ne me le reconnais pas — de rejoindre la cohorte de celles qui ont à se plaindre de la société. Je ne me reconnais pas le droit de me sentir une victime, ni du sexe masculin, ni du système ; ce serait faux, je n'ai pas envie de mentir et je ne le dis pas.

Je m'attendais — et j'étais prête à me faire « engueuler » par les femmes... Je suis comme ça... mais elles ne l'ont pas fait ! Jean-Pierre Elkabach a fait une expérience dans son émission où j'ai vu débarquer Antoinette, militante du MLF. Comme elle est très sympathique, qu'elle a beaucoup de mérite (elle est handicapée), je me suis dit « ça va être ma fête » et j'étais tout à fait prête à me faire attaquer ! Elle ne l'a pas fait, car elle ne m'a pas trouvée dérangeante. Pourtant, je concevais très bien que certaines femmes m'accusent de désertier un peu leur condition.

T.S. : En somme, vous ne faites pas partie de la grande majorité des femmes qui sont à la fois opprimées dans leur travail et dans leur vie. C'est peut-être pour cela que vous ne les dérangez pas tellement ?...

S.S. : Peut-être, je ne sais pas... Mais je sais aussi qu'en faisant mon métier comme je le fais, j'entre dans cette catégorie favorisée des femmes qui peuvent se servir de leur vieillissement. Je veux dire qu'il n'y a pas deux solutions dans ce métier : où l'on s'accroche à ce à quoi on ressemblait et qu'est-ce que l'on joue ? (On ne joue plus *Casque d'Or* à cinquante-cinq ans... !) ou alors on dit :

« bon, ça y est, mais je peux fonctionner encore ».

Quelle est l'ouvrière d'usine, la bourgeoise, la femme du monde, qui peut se servir de ça ? Il n'y en a pas ! Ça n'arrive que chez nous. Et chez nous encore, il se fait une autre subdivision entre celles qui acceptent le vieillissement et celles qui le refusent. Et c'est pour cela qu'il y a un tel déchirement et une tragédie horrible chez celles qui n'ont pas su prendre le tournant.

Yves Montand : C'est un métier très cruel !

T.S. : Votre livre, c'est tout ce que vous avez vécu dans votre vie qui vous a amené à l'écrire ? Une vie, cela s'oriente ?

S.S. : Une vie ça ne s'oriente pas du tout ! Pour écrire un tel livre, il faut être tout seul avec soi-même, bien réfléchir dans le sens de se regarder, et puis dire, c'est comme ça que cela s'est passé !

T.S. : Vous dites « se regarder soi-même », cela vous a coûté beaucoup plus que de jouer ?

S.S. : C'est une expérience qui n'a strictement rien à voir avec mon métier, à laquelle je ne m'attendais pas du tout, et dont je ne suis pas encore sortie, parce que je ne croyais pas que je le ferai avec autant de sérieux.

T.S. : Vous semblez ne plus avoir d'excellentes relations avec Louis Aragon.

S.S. : Je n'en ai plus du tout. Je n'ai rien à ajouter. J'ai dit tout ce que j'avais à dire sur Aragon. Je n'ai pas d'autre commentaire à faire si ce n'est que je ne peux pas m'empêcher — avec beaucoup de chagrin — par moments de me retaper tout Aragon. Et je rage en trouvant ça si beau. Je ne peux pas dire autre chose. Je veux dire que j'aimerais beaucoup pouvoir admirer Aragon, j'aime bien être épatée dans le bon sens du mot, j'aime bien pouvoir admirer complètement les gens. Mais lui, je ne peux pas. Je peux admirer son œuvre. Le cas Aragon est réglé, il n'y a plus à y revenir.

T.S. : Votre livre est très lu, mais vous aimeriez également que des livres que vous aimez, le soient aussi et vous pensez à deux titres...

S.S. : On m'a posé la question suivante : « Trouvez-vous cela bien moral que votre livre se vende tellement bien ? ». Je ne sais pas si c'est moral ou pas — mais je n'ai aucune honte à avoir, j'ai beaucoup travaillé — je suis bien contente qu'il se vende... C'est un miracle ! C'est un phénomène qui a trait à des choses que je peux expliquer, qui sont dans l'air, que je ne prévoyais pas. Je savais que ce serait l'anniversaire, dans quelque temps, de l'insurrection de Budapest... Mais je ne pensais pas dans cette optique

quand j'ai écrit ces lignes, que tout d'un coup, parce qu'il y a vingt ans de cela, ce serait de nouveau dans le vent... Je ne savais pas du tout quand je parle de *L'Aveu* que ce film viendrait faire cette énorme rumeur à la télé... Je ne savais pas qu'en écrivant sur Marilyn Monroe il y aurait un festival M.M. à Paris, que ses films passeraient à la télévision... Il se trouve d'une drôle de façon qu'il y a eu plein de choses comme ça, que je n'avais pas prévues et qui ont sûrement aidé à la vente du livre. Mais ce livre, écrit il y a quatre ans ou dans trois ans, serait le même avec des choses en plus ou en moins. S'il avait été fait il y a quatre ans, il n'y aurait pas l'enterrement d'Overney au Père Lachaise... mais il y aurait le cœur du livre, notre jeunesse.

Oui, j'ai voulu parler de deux livres et plus on en parlera, plus les gens les liront : c'est *L'Affaire Mirval* (2) et *Pour Thierry* (3). Vous êtes gentils, parlez-en. ■

Propos recueillis par
Gilbert ESTEVE.
Mixage et photos :
Françoise CLAIRE ■

(1) Simone Signoret, La nostalgie n'est plus ce qu'elle était, Paris, éd. du Seuil, 1976, 384 p., 49 F.

(2) Bernard Cuau, préfaces de Michel Foucault et P.-V. Naquet, L'Affaire Mirval et comment le récit abolit le crime, Paris, La France Sauvage, 1976, 238 p., 18 F.

(3) Yvonne Huriez, Pour Thierry, Paris, éd. du Seuil, nov. 1973, 160 p., 20 F.
En vente à la librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.



Y. Montand : « il faut dire les choses comme on les pense ».

Nous avons demandé à Yves Montand pourquoi il n'avait pas participé au débat des « Dossiers de l'écran » qui a suivi la projection de « L'Aveu ».

Yves Montand nous répond qu'il avait pensé avec Gavras et Semprun que du moment que les principaux intéressés — M. et Mme London, M. Kanapa, MM. Schwartz et Pelikan — étaient là, il n'était pas utile d'y aller. Et il ajoute :

« Ce que je ressens, c'est que c'est une grave erreur d'essayer de penser, de croire que la vérité ne se trouve que d'un seul côté. Aujourd'hui, si une action, un changement doivent se faire, cela doit être au travers d'une compréhension des choses, par chaque individu, et lorsque chaque individu a assimilé et compris l'action à faire, on se met ensemble pour agir et non pas le contraire. Si les gens n'ont pas compris et assimilé les raisons de leurs luttes, ils auront tous des réveils douloureux [...].

Lorsque l'on dit aux gens que la gauche va venir au pouvoir, on se garde bien de leur expliquer qu'il y aura forcément, pendant quatre ou cinq ans, une baisse générale du niveau de vie et personne ne se permet de le dire — et pourtant, il faut le dire [...].

Je pourrais rester dans mon coin, pénard, mais j'estimerai que ce serait être un légume ou une chaise (comme dit Simone) que de ne pas réagir à ce que j'entends à la télévision, après un film comme *L'Aveu*. Il faut dire les choses comme on les pense, et comme je n'ai pas de voix à gagner, que je ne brigue ni un poste de maire, ni de Premier ministre ou de responsable syndical, je dis franchement ce que je pense... Je sais bien que ce n'est pas très agréable, car on se fait « cogner » aussi bien par la droite que par la gauche. » ■

les armes de la critique

le désert des tartares de Valerio Zurlini

nous sommes tous des officiers de Bastiano

Une forteresse en plein désert. Le vent, la pluie parfois, l'humidité toujours et l'attente.

Des soldats, à l'uniforme indéterminé, sont là qui attendent. Ils savent vaguement qu'une légende raconte l'invasion de ce territoire par les Tartares, mais ce n'est qu'une légende... Alors, comme il n'y a rien à faire dans ce grand trou où se dessine à peine sur le sable une frontière anonyme, les hommes en armes attendent.

Le jeune et fougueux lieutenant Drogo (J. Perrin), muté à Bastiano, par erreur, se trouve plongé dans un monde coupé de l'Histoire. Le temps

ne s'écoule plus au sein du fort ; il n'y a, ici, qu'un petit univers en vase clos où rien, jamais, n'arrivera.

Bastiano a tout pour déplaire : peu

d'hygiène, un « danger » permanent (une maladie inconnue), un vide sans fin et le spectacle désolant des officiers qui mondanisent à défaut de se battre... Pourtant, bien que rien ne justifie leur conduite, les soldats de la citadelle refusent de quitter leur poste inutile. Toute cette armée en miniature est comme fixée au sol par une force mystérieuse... Jusqu'au jour où... Et, pourtant, c'était une légende.

Le *Désert des Tartares* de Dino Buzzati — un chef-d'œuvre de la littérature italienne — était un des livres les plus difficiles à adapter pour le cinéma : l'absence d'action, l'attente perpétuelle et absurde, le curieux profil des soldats qui étaient moins des personnages que des « comportements psychologiques » — tout cela faisait de ce terrible coup de plume kafkaïen sur l'absurdité de la vie (le désert) et la fascination de la mort (les Tartares) LE livre dont le cinéma ne pouvait s'emparer.

Immense parti, donc, que celui tenté par Valerio Zurlini. Et pari

réussi. Bien évidemment, le film tiré du roman n'est pas le roman ; c'était impossible. Il n'en reste pas moins vrai que la version cinématographique est belle, riche et intelligente. Que demander de plus ?

Zurlini a parfaitement vu les dangers du livre : la sensation de vide, de lente agonie et l'angoisse permanente devant la certitude. Il lui fallait « transposer »... Alors il a créé de toutes pièces la tension dramatique absente du roman ; il a construit avec minutie un canevas qui relève du rythme des « policiers-psychologiques » ; il a fait de l'univers abstrait de Buzzati un univers concret et pourtant simplement ressenti présent et pourtant imaginaire...

Admirablement aidé par ses acteurs (Gassman, Terzieff, Griem et Trintignant sont étonnants), Valerio Zurlini a réussi à « faire passer » le monde tout en absence-présence, si bien inventé par Buzzati. Il a même été jusqu'à créer un personnage que Buzzati, lui-même, aurait pu imaginer : la composition magnifique de Fernando Rey, officier paralysé, muet du début à la fin du film.

Pas une seule seconde l'ennui ne s'empare du spectateur ; c'est, au contraire, la fascination qui l'emporte. Fascination devant ce conte métaphysique où souffle le « silence éternel des espaces infinis... ».

Dans l'incroyable décor reconstitué à Bam, en Iran, nous devenons tous des officiers de Bastiano. Il faut, peut-être, oublier Buzzati pour deux heures trente et se laisser envelopper par la nuit oppressante du désert... Nous n'y perdrons rien : réunis dans l'attente de chaque instant, nous guettons, nous aussi, l'inévitable arrivée des Tartares.

Fabian GASTELLIER ■

Gaumont Rive Gauche, 155, rue de Rennes, 6^e. 548.26.36 - Gaumont Champs-Élysées, 66, Champs-Élysées, 8^e. 359.04.67 - Gaumont Lumière, 24, bd des Italiens, 9^e. 770-84-64. Nation, 133, bd Diderot, 12^e. 343.04.67. Cambronne, 100, rue Cambronne, 15^e. 734-42.96.

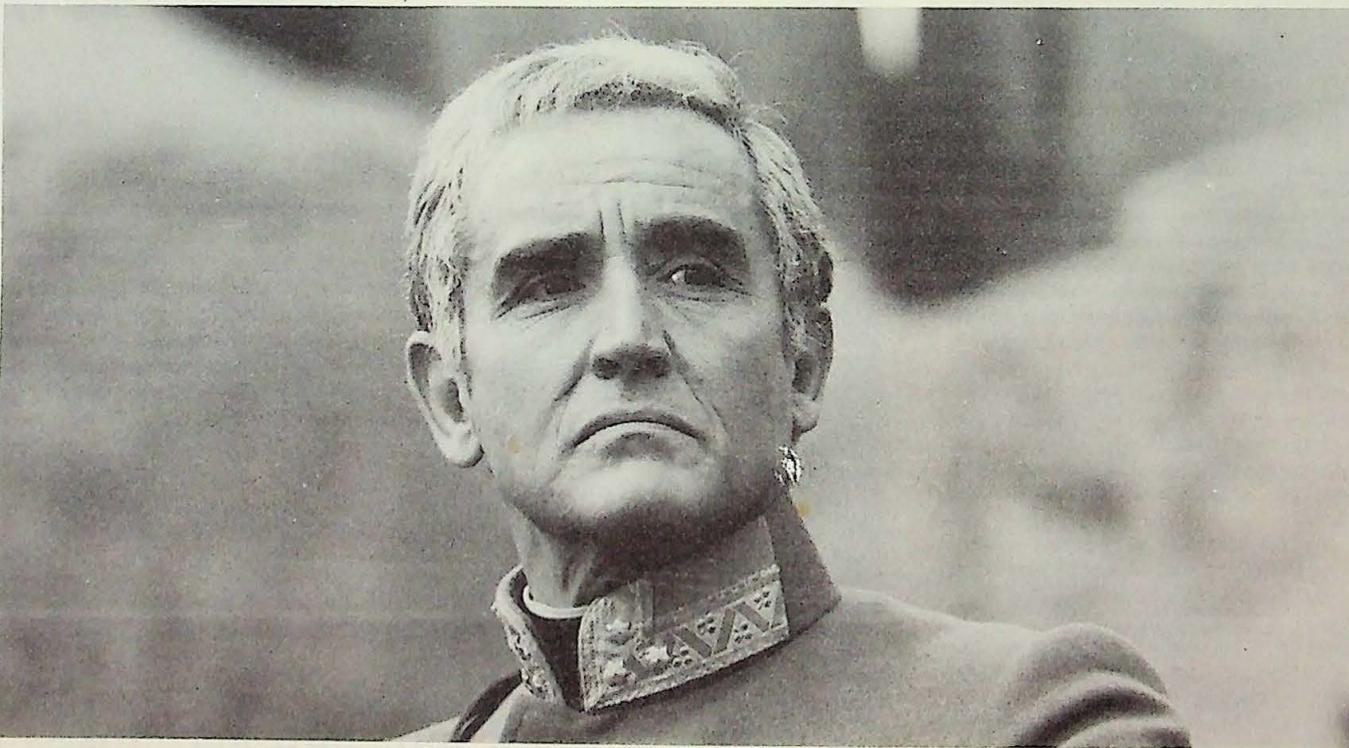


Photo X

à Chaillot : mère courage

Voici la *Mère courage* (1) la plus fidèle à l'esprit de Brecht et sa lettre que nous ayons vue en France depuis les représentations du « Berliner Ensemble » en 1954.

Entraînée par Françoise Giret (Mère Courage), très belle en scène et aussi remarquable chanteuse que grande comédienne, la troupe de l'Atelier de Genève nous raconte l'épopée à rebours de Mère Courage, cette cantinière qui, après avoir accepté toutes les servitudes de la Guerre de Trente ans, qui ravagea l'Europe, et être passée constamment d'un champ et d'une religion à l'autre pour défendre son commerce et ses enfants, se retrouve vieille et seule sur les routes, tirant encore sa carriole demantelée, mais ne comprenant toujours rien à ce monde (le nôtre ?) qui l'a prise dans sa griffe.

Mais à travers ses propos, très drôles dans la traduction de Guillevic, à travers les songs que la troupe entière chante avec force et rigueur dans la difficile musique de Dessau, le public, lui, comprend. Le metteur en scène, François Rochaix, donne ainsi une rare présence à cette ironie de Brecht sur un monde qu'il a assez aimé pour vouloir, de toute sa force, le changer.

S'il est actuellement une représentation de Brecht à conseiller à tous ceux qui le connaissent mal ou seulement par le livre, c'est bien celle-ci.

D.N. ■

(1) Théâtre National de Chaillot (salle Gémier), jusqu'au 3 février. A Bordeaux, du 8 au 11 février ; à Angoulême le 15 ; à Marseille du 22 février au 6 mars ; à Reims du 11 au 25 et à Nice les 29 et 30.

SOS pour le Récamier

On ne saurait trop attirer l'attention sur la situation actuelle du Théâtre Récamier. Antoine Bourseiller, son directeur, s'est vu, en juin dernier, retirer la faible subvention que l'Etat lui allouait, ce qui le réduisait à devoir faire de son théâtre, comme depuis Périnetti de Chaillot, une simple structure d'accueil.

Cependant, après avoir présenté la reprise d'une *Phèdre* créée à Marseille et que Chantal Darget a su rendre inoubliable, Bourseiller accueille à présent deux spectacles qui comptent parmi les plus grands du théâtre actuel : le *Chatterton* du TNS, dont nous avons dit ici l'intelligence et la finesse de jeu, puis les *Histoires de l'Oncle Jakob* de Jacques Kraemer, par le Théâtre Populaire de Lorraine, un spectacle d'une belle gravité aussi (voir *TS*, 25 juin/1^{er} juillet 1976).

Et, tandis que la presse « bien parisienne » tente de discréditer *Chatterton* aux yeux de ses lecteurs, la très respectable Ligue de l'enseignement, propriétaire des lieux, signifie son congé à Bourseiller. Cela relève du coup bas. Du moins, s'il doit quitter cette salle, sera-t-il assuré d'y avoir fait tout son possible pour que, cette année encore, y vive ce qui fait le prix du théâtre.

D.N. ■

TNS/CHATTERTON

ALFRED DE VIGNY

Mise en scène de Jean JOURDHEUIL
10 représentations — dernière le 3 février 1977

THEATRE RECAMIER 548 63 81

points de vue

On le sait, la télévision, en vidant les salles, a fait beaucoup de tort au cinéma. Mais le cinéma le lui rend bien, à même le « petit écran ». Et, dans les meilleurs cas, c'est une bagarre, ouverte ou sourde, presque chaque soir pour décider, en chacun ou en famille, du programme : réalisation-télé ou diffusion de film ? La semaine n'a pas échappé à la règle.

On a résisté, mercredi 12, à « L'Espion », le dernier film de Montgomery Clift (sur FR 3), pour regarder « Quant l'amour vient », une dramatique d'Hervé Baslé (TF 1). Il n'y a pas eu à s'en plaindre. C'est un bout d'histoire, tout en humour, en demi-teinte, de deux vieux gars du Finistère ; ce sont des moments de la vie d'une commune rurale aujourd'hui. Et puis, quelques petites choses sur la peur de l'inconnu, de la femme...

Les comédiens (Paul Crauchet, Michel Robin) se mêlent aux gens du village ; les portraits se précisent mais conservent leur part d'inexpliqué ; on sent aussi la réalité du travail de la terre. Ce petit monde évolue dans ses formes, ses rites, ses saisons. Ce n'est pas « champêtre » ou nostalgique... C'est poétique, et chaleureux avec discrétion, avec l'air de ne pas avoir l'air... Du même Hervé Baslé était diffusé mardi soir pour la seconde fois « les prétendants de Madame Berrou » où on reconnaît la même patte, la même densité.

Le jeudi 13, on s'est refusé « Remorques » de Grémillion sur FR 3, pour suivre le « spécial » Marchais-Fourcade : on n'a eu droit qu'à un banal Zitron-Shah d'Iran... C'était comme chez le coiffeur, quand on feuillette *Points de vue-images du monde*. Nous avons appris un tas de choses : que le roi des rois tape le carton avec sa dame, qui elle-même tâte encore du piano... Les défilés militaires nous furent commentés comme les courses de Longchamp ou des entrechats de patineuse. Quant

aux prisonniers politiques (Léon n'hésite devant aucune question !), on s'entendra dire qu'ils se portent aussi bien que vous et moi !... Cette fausse objectivité, cette pseudo-bonhomie font un mal fou et durable auprès de l'« opinion ». C'est à dégueuler.

Enfin, vendredi 14, il a fallu un effort pour regarder sur FR 3 la dernière édition de « Faits divers » : « Elèves perdus ». On ne l'a pas regretté car il s'est agi d'un moment plein de vraie télé. Annick Menu, institutrice de 19 ans s'est tuée au début de l'année scolaire, après une semaine d'enseignement en « quatrième pratique ». Jean-Marie Perthuis a été enquêter sur place, dans la

région de Reims pour rencontrer ses élèves.

Enfant d'OS, de chômeurs, d'immigrés ; parias des CET, ils échouent en « CPPN » (classe pré-professionnelle de niveau II ?) : sortes de garderie pour adolescents où ils attendent d'avoir 16 ans pour aller travailler... Ils sont 150 000 en France. Ils se savent déjà coincés, rejetés comme leurs parents : on dit d'eux qu'ils sont des voyous, de leurs classes qu'elles sont des poubelles.

L'émission nous a permis de les écouter, sans commentaires « off », sans points sur les i de les suivre chez eux ou dans la rue. Ils semblent n'avoir appris qu'une chose, mais elle est déjà bien ancrée dans leur caboche : que « c'est leur faute » s'ils en sont là ; qu'ils sont trop cons ; qu'ils ne peuvent qu'être manoeuvre ou fille de salle, mais pas technicien, ni dessinateur, ni infirmière, ni puéricultrice... Le mur, l'impasse, à 15 ans.

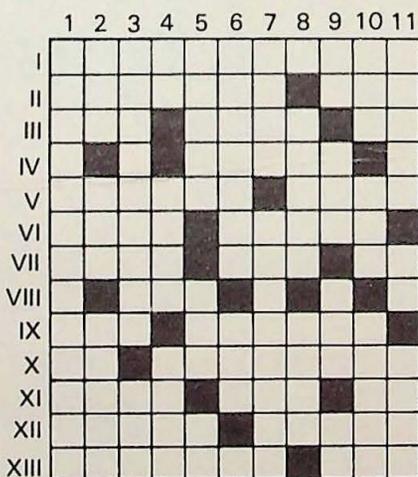
Regards butés, rebelles, qui se fixent ou devient ; mots durs jetés comme des pierres ; sourires retenus, cynisme fragile, chagrin secret, désespoir d'adulte. La caméra, l'équipe de réalisation, ont restitué avec beaucoup d'attention et d'honnêteté ces réalités sensibles et complexes ; ont montré une situation objective, que le discours, l'argumentation ne pouvaient qu'appauvrir ou schématiser.

Enfants, parents, enseignants : nous les avons vu prisonniers d'un système scolaire, de l'absurdité institutionnalisée. Ce fut insupportable d'entendre le recteur de Reims, affable et dérisoire, dissenter sur la sélection, l'orientation, les niveaux, l'égalité des chances... Il ne pesait pas lourd, oh non ! Il ne faisait pas le poids, devant cette adolescence concluant simplement : « ces classes-là ça ne devrait pas exister ».

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 10



Verticalement :

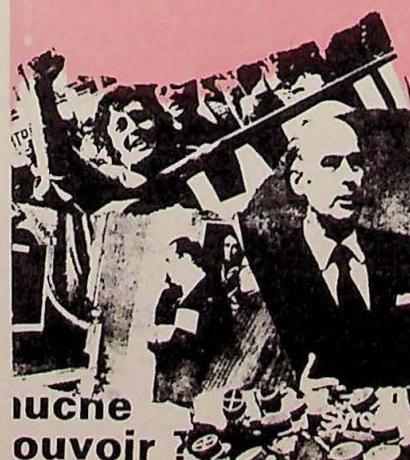
1. Un que le pouvoir encourage à redresser la tête, au *Figaro* par exemple... 2. Ramage + plumage - consommé par le précédent - ce qu'un roi est persuadé de faire. 3. Elle a des appuis l - une grecque dans le désordre. 4. Arbre - s'invoque encore parfois - ça peut faire un archipel. 5. Fit une toile - malin - lettres d'Elise. 6. Une belle feuille - n'hésita pas. 7. Dérangea - peuplaient les étangs non pollués. 8. Précédent les potins - beaucoup d'années. 9. Possessif - dignitaire asiatique (orthographe admise) - champ clos - direction. 10. Résiste au Chili (sigle) - direction - rimait il y a trente siècles. 11. Escamoté - pronom - située.

Horizontalement :

I. En crise : ce n'est pas si nouveau, mais ça s'amplifie ! II. Un trou ! - arrange la sauce. III. Crevé - née en Comminges - grossit parfois plus vite que prévu. IV. N'est jamais un haut lieu de gastronomie. V. Se mange vert et se jette marron - s'occupe de son gîte. VI. En somme, arrosé ! - n'apprécions pas. VII. De l'eau normande - accompagnent souvent le cochon - conjonction. VIII. N'est pas étranger à certain « racket ». IX. Avec ça, un spéculateur peut commencer sa carrière en ville - désinfectera. X. Règle - ont été acceptées. XI. L'impôt, pour tous, ne l'est pas - mousse dans les pubs - 501 chez César. XII. Anonyme - crochets. XIII. Obtiens donc la victoire - direction.

Le pouvoir à prendre

YVAN CRAIPEAU



sélection TV

Vendredi 21 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : *Service public* « La fatigue à l'école ». Parce que l'école n'est pas adaptée aux enfants, 70 % des élèves sont concernés par des problèmes de fatigue scolaire, fatigues nerveuses et physiques dont les causes les plus évidentes sont : classes surchargées, emploi du temps mal réparti, méthodes pédagogiques inadaptées ou inadaptables, manque de moyens matériels, etc. Avec la participation de médecins scolaires, de pédiatres, de parents d'élèves, de psychologues et d'enseignants de maternelles, de primaires. Les écoles parallèles qui prennent en charge ces problèmes sont-elles la seule solution ? L'Education nationale peut faire aussi bien, comme le démontre le groupe scolaire de Magnicourt près de Nevers.

A 21 h 30 sur Antenne 2 : *Apostrophes*. Le thème : Moqueurs, railleurs, persifleurs et rouspéteurs. Avec Averty, Brétécher, Wolinski, etc.

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *Le club des trois* (1925) de Tod Browning qu'on surnomma l'Edgar Poe du cinéma fantastique américain.

Samedi 22 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : *La Norma*, opéra de Vincenzo Bellini enregistré à la Scala de Milan.

Dimanche 23 janvier à 22 h 30 sur Antenne 2 : *Le Musée imaginaire* de Philippe Sollers.

A 22 h 30 sur FR 3, cinéma de minuit : *Lune de miel mouvementée*. La lutte antinazie à travers une brillante comédie américaine. A rapprocher de *To be or not to be*.

Lundi 24 janvier à 20 h 30 sur TF 1 : *Voyage au centre de la Terre*, d'après Jules Verne, suivi d'une discussion sur le thème : L'évolution de l'homme, d'où venons-nous, où allons-nous ?

Mardi 25 janvier à 20 heures sur France-Culture : *Dialogues* : « Désirs de tradition et crise de modernité ». Le regain du régionalisme, le réveil des minorités nationales, « le goût du folk », la nausée éprouvée en face de la modernité : désarrois passager ou volonté pour les hommes de trouver leur raison d'être.

A 20 h 30 sur Antenne 2, Les Dossiers de l'écran : *Ces grappes de la vigne*. Thème du débat : le problème viticole en France.

Mercredi 26 janvier à 23 heures sur Antenne 2, Juke Box : Rod Stewart.

Jeudi 27 à 20 h 30 sur FR 3 : *La kermesse héroïque*. A voir ou à revoir.

Vendredi 28 janvier à 20 h 30 sur FR 3 : *Ailleurs* : Armes à vendre.

A 21 h 30 sur FR 3 : *Les vagabonds du ciel* de Jean Lallier et Monique Tosello. Les planètes qui forment notre galaxie.

A 22 h 47 sur Antenne 2, ciné-club : *La dernière fanfare* (1958), de John Ford que certains critiques classent parmi les six meilleurs films de Ford. ■



Y causent, y s'marrent, mais y bossent (1)

Près de Rouen, une ville de vingt mille habitants : Louviers. C'est le jour « J » ; on vote. L'enjeu ? La municipalité. Contre la droite racoleuse, qui se dépense en courbettes, risettes et promesses diverses, le Comité d'action de gauche : une force étrange et qui souvent dérange car elle veut que la ville ne soit pas un lieu mort, car elle veut que l'avis de chaque Lovérien serve de levain à la vie de Louviers ; en un mot, elle veut « rendre le pouvoir aux citoyens ». Force issue de la ville, forgée par et pour les Lovériens, le C.A.G. ne se paye pas de mots. Majoritaire aujourd'hui au conseil municipal, ses réalisations sont visibles, son combat permanent : animation vivante, fête du Livre, gratuité des activités culturelles et sportives... L'autogestion, une utopie concrète ?

Le CAG est avant tout tolérance et expression libre. On y progresse en fonction de ce qu'on apporte. On n'y vient pas pour s'ennuyer, par devoir, pour accomplir sa soirée obligatoire d'altruisme hebdomadaire. On y trouve le loisir actif et créatif qu'il faut développer par ailleurs, on ne peut longtemps y faire abstraction de ce que l'on est. « Psychothérapie de groupe à certains moments », commente un camarade ; « rassemblement diffus, mélange inconscient de toutes les générosités », pour un autre ; « groupe inventif, spontané, tourné vers l'extérieur », pour un troisième. Cette hypothèse aussi est proposée, s'appliquant au CAG, puisée dans un texte d'Anne Quérien : « Le militantisme est aussi amour, car jamais ses rangs ne seraient rejoints sans l'amie ou l'ami qui vous y conduit et que l'on a envie de suivre, même dans le doute sur ses passions, mais dans la certitude que c'est avec elle ou lui, qu'en ce moment on a envie de vivre. C'est peut-être d'ailleurs la simple parole de l'amie ou de l'ami, qui va vous mettre en contact physique, immédiat avec ces réalités révoltantes qui vont entraîner votre adhésion » (2).

Cette fluidité dans la définition, le laxisme des méthodes de travail exigent « une bonne santé » reconnaît-on. Mais, attaqué de toutes parts, à droite comme à gauche, le CAG a choisi la démarche la moins facile, la moins sécurisante : la vérité n'y est jamais définitive. Une impression de malaise, de temps perdu, mal rentabilisé, d'énergies gâchées dans des commissions internes mal structurées a éloigné certains militants. Ils sont souvent revenus, il n'y avait pas, ailleurs, un outil de lutte comparable.

C'est vrai que des lacunes sérieuses demeurent. Les intellectuels dominant trop souvent le débat, abandonnent avec parcimonie cette parole qu'ils voudraient, par ailleurs, donner à la population. Le problème est parfaitement perçu, souvent posé. Ces monopoles verbaux ne s'effritent que lentement, même si l'expression est mieux diffusée, si les tâches sont mieux réparties. Le dynamisme bouillonnant, les révoltes contre les « barons » n'excluent pas tout à fait, au sein même du CAG, une séparation entre compétents et exécutants.

De l'extérieur, beaucoup sont venus chercher à Louviers la concrétisation de leur réflexion, certains tentant en vain de plaquer des mots d'ordre mal dépouillés de leur enveloppe « gauchiste-étudiante ».

Quatre-vingts militants actifs, cent à deux cents dans les périodes les plus chaudes. C'est énorme pour une petite ville de province, plantée au milieu d'un vaste espace rural, éloignée des grandes métropoles. Le militantisme n'y est pas égal pour tous. « Mais après tout, si une bonne émission a maintenu des camarades devant leur télé, ça nous permet de conserver les pieds sur terre ; il n'y a pas que le CAG, nous ne sommes pas (encore) le nombril de Louviers. Et puis, on a parfaitement le droit, tel soir, d'être mieux chez soi qu'avec nous », dit une militante du CAG.

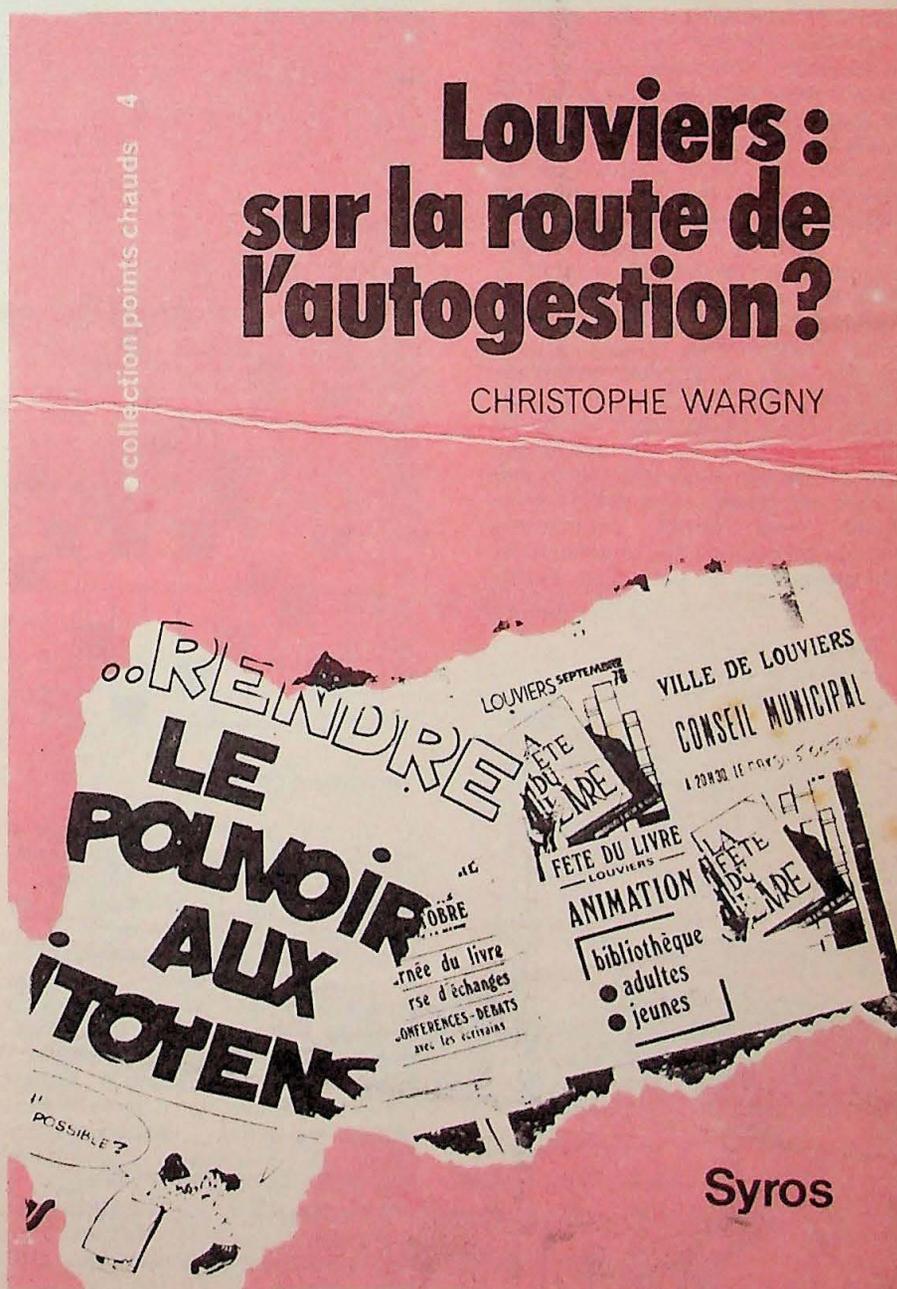
La publicité infantilisante, le matraquage officiel, la recherche des objets proposés à la consommation, tout pousse à détruire l'esprit militant. On le sait au CAG ; un dynamisme que sept ans d'existence n'ont pas entamé, montre que le combat y est bien engagé contre le corporatisme, la fatalité et le conformisme. Ce conformisme qui fait d'élus isolés, même de gauche, des conservateurs manipulés. Les élus du CAG sont conjointement sous le contrôle du CAG et de la population. Si, malgré les précautions prises, celle-ci les vouait un moment au rôle de notable, on se chargerait du recyclage nécessaire !

On ne vote jamais, en assemblée générale. Un tel procédé peut favoriser les militants les plus disponibles ou les meilleurs orateurs. Il s'agit, en fait, d'aller aussi loin que possible dans la résolution des contradictions. Les ordres du jour, longtemps inexistants, restent largement ouverts ; il n'y a personne qui ne puisse y parler de ses préoccupations. Le CAG ne

distribue pas non plus de cartes d'adhérents. Refus de rassurer, de tranquilliser. L'insertion dans un groupe, sa dynamique ne passe pas, pour un groupe local, par la prise d'une carte ; au contraire, son ouverture sur l'extérieur, l'osmose réalisée entre les plus militants et le reste de la population se ferait moins efficace.

Christophe WARGNY ■

vient de paraître aux éditions Syros
dans la collection « points chauds »



(1) Extrait de Louviers : sur la route de l'autogestion? (éd. Syros coll. « Points chauds », 164 p., 18 F). Chapitre « Le comité d'action de gauche ».
(2) Anne Quérien, Critique à l'intérieur du C.E.R.F.I., citée par Les Temps modernes, n° 360, juillet 1976.